



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel 2021 en faveur de la République du Sénégal

Document d'action Appui à la reprise économique post-Covid, en particulier pour la jeunesse (appui budgétaire)

PLAN D'ACTION

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Appui à la reprise économique post-Covid, en particulier pour la jeunesse (appui budgétaire) Numéro CRIS: NDICI AFRICA/2021/43367 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Sénégal.
4. Document de programmation	Document de Stratégie Conjointe UE-Sénégal 2021-2023
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	La présente action contribuera à chacun des trois domaines prioritaires du document de stratégie conjointe, à savoir : 1. Croissance verte et inclusive pour la création d'emplois 2. Développement du capital humain 3. Bonne gouvernance
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Domaines prioritaires : jeunesse-emploi-développement du secteur privé, migration, gouvernance publique, protection sociale
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal (1 uniquement): 8 – Travail décent et croissance économique

	Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: 1 – Pas de pauvreté, 4 – Education de qualité, 5 – Egalité entre les sexes, 10 – Inégalités réduites et 16 – Paix, justice et institutions efficaces.			
8 a) Code (s) CAD	151 : Gouvernance et société civile - 15190 : Migration et mobilité 160 : Autres infrastructures sociales et services 250 : Affaires et autres services 510 : Appui budgétaire général			
8 b) Principal canal de distribution @	Gouvernement bénéficiaire – 12000			
9. Objectifs de dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif
Numérisation		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tags: connectivité numérique gouvernance numérique			<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Covid-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: 70 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 70 000 000 EUR dont 60 000 000 EUR pour l'appui budgétaire et 10 000 000 EUR pour l'appui complémentaire.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion directe par : - Appui budgétaire : Contrat Objectifs de développement durable - Subventions - Subventions de jumelage - Marchés publics Gestion indirecte avec l'/les entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3 Gestion indirecte avec le Gouvernement du Sénégal			

1.2 Résumé de l'Action

La présente action, en cohérence avec le « Document de stratégie conjointe UE-Sénégal 2018-2023 » (révisé en 2021) et le Plan d'Action Annuel 2021, qui accordent une priorité centrale à la jeunesse, vise à apporter une contribution aux défis auxquels elle fait face au Sénégal, en particulier en termes d'emplois. Il contribuera à différents ODD, tels que : 8 (Travail décent et croissance économique), 1 (Pas de pauvreté), 4 (Education de qualité), 5 (Egalité entre les sexes), 10 (Inégalités réduites) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

La population du Sénégal est à majorité jeune, avec une part de 52,1 % ayant moins de 20 ans et 76 %, moins de 35 ans. Elle fait face à de nombreux défis, en particulier en termes d'emplois, avec près de 300 000 nouveaux intrants sur le marché du travail chaque année, contre un total de 300 000 emplois formels existants dans l'économie, et seulement 30 000 nouveaux emplois créés chaque année. En raison principalement de problèmes de déscolarisation mais également du manque d'accès à des formations, une part importante de la population souffre de lacunes sur les connaissances fondamentales, 1/3 des 15-24 ans étant analphabète.

Au-delà des difficultés d'intégration économique, son intégration à la vie de la cité et à la formulation des politiques qui la concerne est également limitée entretenant une certaine défiance de sa part à l'égard de l'Etat, que les récentes manifestations de mars 2021 ont pu mettre en lumière.

Egalement, elle souffre d'un déficit d'accès à d'autres besoins, tel que la culture et le sport. Les jeunes filles sont de plus particulièrement touchées par ces difficultés d'emploi ou liées à d'autres aspirations, et font face à des problèmes spécifiques, en lien avec des facteurs socio-culturels, et concernant notamment les mariages et les grossesses précoces, ou les violences qu'elles subissent. Compte tenu de ces difficultés aux dimensions multiples, la migration irrégulière apparaît souvent comme une perspective possible.

Pour tenter de répondre à ces défis, la présente action a comme objectif central de « Contribuer à l'épanouissement économique, social et politique des jeunes au Sénégal », à travers les résultats attendus suivants :

1. Favoriser l'insertion économique et l'employabilité des jeunes, notamment des jeunes filles/femmes, en privilégiant une économie plus durable sur le plan environnemental ;
2. Accroître la participation de la jeunesse à la vie publique ;
3. Répondre aux autres défis et aspirations sociales de la jeunesse, en particulier des jeunes filles ;
4. Appuyer une meilleure gouvernance des migrations et réintégration des migrants de retour.

La mise en œuvre de cette action consistera en une combinaison de dialogue politique, en lien avec l'appui budgétaire, et d'appuis institutionnels, notamment sous forme de jumelages, ainsi que d'appui à la société civile, qui seront financés par l'enveloppe d'accompagnement.

Pour ce qui est du dialogue politique, en lien avec l'appui budgétaire, le déboursement de la part fixe des tranches annuelles sera sujet aux avancées des mesures inscrites à la matrice commune, développée à l'initiative de l'UE et accordée avec les six autres principaux partenaires d'appui budgétaire du Sénégal (Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale (BM), Banque africaine de développement (BAD), Allemagne, France et Canada), ainsi qu'à l'avancée du programme d'urgence pour la jeunesse. Ces deux éléments constitueront la condition générale « politique publique ». Le déboursement de la part variable des tranches annuelles dépendra elle de mesures/indicateurs spécifiques de l'UE en lien étroit avec les objectifs du présent programme.

Il convient de noter également que la présente action s'inscrira en étroite complémentarité avec l'action « Agropoles d'avenir et l'intégration des chaînes de valeur dans les systèmes alimentaires » du Plan d'Action Annuel (PAA) 2021, y inclus en termes de dialogue politique et de politiques. En effet, de nombreuses convergences d'objectifs existent entre les deux actions, sur notamment les questions suivantes : la réforme des intrants agricoles subventionnés (réforme incluse dans la matrice commune), l'accès au financement, l'appui/conseil aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux petites et moyennes industries (PMI), la formation, l'emploi en zone rurale (notamment dans la transformation agricole, l'agroécologie et l'économie verte) et la réduction de la fracture territoriale.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Conformément aux objectifs et priorités politiques présentés au Plan d'Action Annuel (PAA) 2021 approuvé par le Comité de Pilotage Stratégique (CPS/SSC), la présente action s'inscrit dans le contexte de la relance post-covid et comme une contribution à répondre aux aspirations de la jeunesse, en particulier en termes d'emploi, suite aux troubles sociaux de mars 2021 et à l'adoption par le Gouvernement du « **Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes** ». En lien avec l'engagement global de la Commission en faveur du développement durable par le « Pacte vert » et en cohérence avec le Plan Sénégal Emergent (PSE) Vert du Sénégal, cette action accordera une attention particulière à promouvoir les emplois dans les secteurs de l'agriculture durable, de l'agroécologie et de l'économie verte et circulaire.

En effet, sur les 16,2 millions de personnes que compte la population du Sénégal (2019¹), 52,1 % ont moins de 20 ans et 76 % moins de 35 ans. L'âge médian, qui partage la population totale en deux parts égales, est de 18 ans. Ce phénomène est d'autant plus marqué dans les grandes agglomérations, comme Dakar, où près de 72 % de la

¹ L'ensemble des données démographiques sont issues des dernières enquêtes de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD).

population a moins de 25 ans. Cette **part très importante d'une population jeune** s'explique en particulier par un niveau de natalité qui reste élevé, avec un indice de fécondité qui se maintient autour de 5 enfants par femme et un taux de croissance annuelle de la population proche de 3,5 %, avec un doublement de la population prévu à l'horizon 2050.

Bien que la jeunesse de la population puisse constituer une opportunité dans la mesure où elle accroît la taille de la population en âge de travailler et réduit par conséquent le taux de dépendance (nombre de personnes à charge par adulte en âge de travailler), en l'absence d'un nombre suffisant d'**emplois** créés et d'investissements sociaux conséquents, elle génère une forte pression sur le marché du travail et les services sociaux. Ainsi, il est estimé que près de 270 000 jeunes entrent annuellement sur le marché du travail (375 000 projetés en 2025), contre seulement 30 000 emplois formels créés chaque année². Des projections indiquent que l'Afrique sera au cours des prochaines années le continent avec le plus grand nombre de nouveaux intrants sur le marché du travail, le continent où la population active croît de la manière la plus rapide, mais aussi celui où la population active est la plus jeune³. Le marché du travail au Sénégal, comme ailleurs dans la région, souffre d'un manque structurel d'emplois, qui plus est d'emplois formels et décents, avec une population active occupée estimée à 3,5 millions de personnes (secteurs formel et informel confondus), contre une population en âge de travailler estimée à plus de 8 millions de personnes⁴. Le taux d'activité n'est que de 35 % parmi les 15-34 ans, auquel il faut déduire la population au chômage (active inoccupée), avoisinant les 20 %, entraînant un taux d'emploi (part de la population 15-34 ans ayant effectivement un emploi) en deçà des 30 %. Moins d'un jeune sur trois travaille, pour la grande majorité dans le secteur informel.

Cette situation révèle à la fois des faiblesses du côté de la demande comme de l'offre de travail.

Du côté de l'**offre de travail** (ou demande d'emploi), les jeunes, et plus largement la population dans son ensemble, souffrent d'un déficit de compétences et de qualifications de base. Ainsi, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), il est estimé qu'une majorité de la population au Sénégal est analphabète, soit 54 % (desquels 62 % sont des femmes), cette part allant jusqu'à 74 % en milieu rural (dont 57 % de femmes). Parmi les 15-24 ans, la part de la population analphabète serait de 30,5 %, dont 60 % des femmes (2017, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture - UNESCO). Ce déficit de compétences de base semble se maintenir avec, selon les différentes estimations, de 37 à 42 %⁵ (2016/2017) des plus de 4 millions d'enfants en âge d'être scolarisés (de 6 à 16 ans) qui se trouvent hors du système scolaire (essentiellement dans des Daaras⁶), soit de l'ordre de 1,48 à 1,68 millions d'enfants et d'adolescents, qui manqueront des compétences de base pour toute intégration socio-économique. C'est ainsi le tiers d'une génération qui se trouvera dans une situation de grande vulnérabilité. De plus, il est estimé que près de 40 % des enfants ne finalisent pas l'école primaire et parmi ceux qui la finalisent, 74 % seulement ont un niveau jugé suffisant en lecture et 65 % en mathématiques⁷. Au-delà, seul 28 % de la population de la tranche d'âge correspondante accède à l'enseignement secondaire supérieur (22,5 % pour les filles) et 9,6 % accède aux études supérieures (5,7 % pour les filles). De manière générale, sur la tranche d'âge de 17 à 24 ans, près de 2/3 des jeunes sont hors du système éducatif (quel que soit le niveau), cette part atteignant jusqu'à 76 % des jeunes en milieu rural (contre 54 % en milieu urbain)⁵. L'accès aux études supérieures ou à une formation qualifiante, bien qu'elle soit source d'émancipation, ne garantit pas un accès plus aisé à l'emploi, le taux de chômage ayant même tendance à croître à mesure qu'augmente le niveau d'étude, de 12 % pour les personnes sans diplôme à près de 23 % pour les personnes détenteurs d'un diplôme supérieur à Bac +2⁸.

² "Youth in their own words : obstacles and opportunities to livelihood", MasterCard Foundation and Social Change Factory (SCF), décembre 2019

³ "Youth employment in sub-Saharan Africa : progress and prospects", Louise Fox et Dhruv Gandhi, Africa Growth Initiative working paper, Brookings Institution, mars 2021

⁴ "Senegal Jobs, Economic Transformation and Recovery Program", Technical Assessment, Banque mondiale, 2021

⁵ « Etude nationale sur les enfants et les jeunes hors du système éducatif au Sénégal », USAID, 2017

⁶ Etablissements d'enseignement islamique non régulés et hétérogènes, dont l'enseignement peut varier, d'exclusivement axé sur l'éducation religieuse à pouvant contenir un enseignement sur la lecture, l'écriture et les mathématiques.

⁷ Evaluation Sénégal du Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC) de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (COMFEMEN), 2019

⁸ Enquête nationale sur l'emploi au Sénégal, ANSD et Banque mondiale, décembre 2016

Bien que cela soit attribuable en partie à l'incapacité du modèle économique à générer des emplois qualifiés en nombre suffisant, cette situation révèle également les faiblesses du côté de l'offre de travail, du capital humain. Il s'agit en particulier de : la prédominance des disciplines générales dans l'enseignement supérieur davantage destiné à répondre aux besoins du secteur public que privé, une offre de formation professionnelle et technique insuffisante, souvent de faible qualité et pas toujours en adéquation avec les besoins actuels et futurs dans des secteurs porteurs (tels que les secteurs industriels potentiels, les nouvelles technologies ou l'environnement), le manque de concertation avec le secteur privé sur les besoins et contenu des formations et plus largement une insuffisante prise en compte/orientation de la formation dans les stratégies de développement de filière économique, le caractère trop théorique de la formation, l'insuffisance des systèmes d'apprentissage formalisés et de l'alternance, un accent insuffisant mis sur les aptitudes comportementales, ainsi que sur les compétences transversales/managériales, la faible territorialisation de l'offre de formation et sa déconnection avec l'écosystème économique régional, la sous-exploitation des potentialités de formation dans l'économie verte, et des faiblesses des modèles de gestion et de financement du système de formation professionnelle.

Au-delà des faiblesses liées au capital humain (offre de travail/demande d'emploi), à la productivité et à l'employabilité, le manque structurel d'emplois, dont souffre la jeunesse, est avant tout associé à des facteurs du côté de la **demande de travail**/offre d'emploi, qui reste limitée en raison de la faible capacité de l'économie sénégalaise à générer des emplois, qui plus est de qualité et formels. En effet, malgré un taux de croissance relativement soutenu au cours des dernières années (6,6 % en moyenne sur la période 2014-2019), la création nette d'emploi a été quasi nulle sur la période, phénomène pour l'essentiel attribuable à une absence de transformation structurelle de l'économie (restée stable à 55-60 % pour le tertiaire, 25 % pour le secondaire et 15 % pour le primaire), dont la part de l'industrie manufacturière, qui constitue généralement un gisement d'emploi, est restée inchangée. L'essentiel des emplois perdus dans l'agriculture, du fait des gains de productivité, a été compensé par la création d'emplois, principalement informels, dans les secteurs des services et du commerce. Il est estimé que le Sénégal ne compte que de l'ordre de 300 000 emplois formels (hors secteur public) dans des secteurs économiques dits modernes. Le secteur informel concentre 97 % des unités économiques et 92 % des travailleurs (ANSI, 2017). Seuls 9 % des jeunes travaillent dans le secteur formel, et 6 % des jeunes qui travaillent déclarent avoir un contrat écrit², l'essentiel étant ainsi dépourvu de toute **couverture sociale**. De plus, l'activité économique est très largement concentrée sur Dakar, qui génère 55 % du PIB et concentre 80 % des entreprises et de l'emploi formels. Cette faiblesse du secteur privé formel tient en particulier à un environnement des affaires jugé peu favorable à l'investissement, notamment en faveur des industries de transformation et des PME, sources de création de valeur et pouvant constituer un gisement d'emploi significatif pour la jeunesse, en milieu urbain, comme rural (notamment en matière de transformation agricole, d'agriculture durable, d'agroécologie et d'économie verte/circulaire, en lien avec l'action « Agropoles »). Le dernier classement « Doing Business »⁹ place le Sénégal au 123^{ème} rang sur 190 économies, avec en particulier des faiblesses en matière d'environnement fiscal, de douanes, d'accès aux permis de construire, d'enregistrement de la propriété, de droit du travail, de renforcement des contrats et de justice commerciale, témoignant des nécessaires réformes à conduire sur le plan de la **gouvernance publique et de la lutte contre la corruption**.

Compte tenu de la faiblesse de l'offre d'emploi salarié, des dispositifs d'aide à l'**entrepreneuriat** ont été mis en place. Bien qu'ils génèrent certains résultats, leur multiplicité et la coordination insuffisante entre eux tendent à générer une certaine dilution de leur impact et génèrent auprès d'une partie de la jeunesse une certaine défiance quant à leur accessibilité réelle et impartialité.

Par ailleurs, relevant à la fois de la demande et de l'offre de travail, l'information sur l'emploi et l'**intermédiation** sont quasi inexistantes, ce qui se traduit par des recrutements qui reposent principalement sur les réseaux familiaux ou sociaux plutôt que sur des compétences. Un jeune sur 10 seulement déclare utiliser un mécanisme de recherche qui lui permet d'étendre sa sphère au-delà de la famille ou des amis (7 % ont utilisé des agences d'emploi publiques ou privées, 5 % ont utilisé des annonces dans les journaux ou en ligne). De même, les entreprises recrutent principalement de manière informelle. Sept entreprises interrogées sur dix (la majorité d'entre elles sont formelles) déclarent avoir utilisé des réseaux familiaux et d'amitié pour recruter, et seulement un pour cent ont fait appel à des agences de placement. Les entreprises et les candidats expriment eux même leur frustration face aux contraintes imposées par ce recrutement en réseau.²

⁹ Economy Profile Senegal, Doing Business, Banque mondiale, 2020

Au-delà des enjeux purement économiques, la jeunesse fait face à d'**autres défis** et nourrit d'autres aspirations.

Ainsi, elle se sent particulièrement exclue de la vie de la cité. Malgré un monde associatif relativement développé, du moins parmi la jeunesse urbaine, sa présence dans la **vie politique**, qu'il s'agisse des partis politiques ou au sein des pouvoirs exécutifs et législatifs, ou des institutions consultatives, reste très limitée. Ceci contribue à nourrir une certaine défiance à leur égard, comme les manifestations du mois mars 2021 ont pu le montrer. Également, la jeunesse reste largement exclue, jusqu'à présent, de la formulation, du suivi et de la mise en œuvre des politiques qui la concernent. De plus, une bonne partie de la jeunesse, en particulier en milieu rural, ne dispose pas de document d'état civil, empêchant tout accès aux services publics.

Également, du point de vue des **valeurs**, la situation de précarité socio-économique dans laquelle se trouve une partie importante de la jeunesse, entretient un effritement de l'estime de soi et un fort sentiment d'injustice sociale. Ceci tend à occasionner une perte de sens, un manque de confiance dans l'avenir et le développement de stratégies de survie, parfois aux antipodes de la morale sociale, et rend la jeunesse vulnérable à la montée des différentes formes de radicalismes ethniques ou religieux. Ainsi, il apparaît essentiel de contribuer à atténuer ce sentiment par notamment un plus grand accès à la **culture** et au **sport**, mais aussi par la promotion des valeurs de civisme, de **citoyenneté**, de **respect de l'environnement** et de développement durable.

Enfin, parmi les jeunes, ce sont particulièrement les **jeunes filles/femmes** qui sont en situation de vulnérabilité. Au-delà des difficultés purement économiques ou liées à l'emploi et à la déscolarisation, dont elles souffrent généralement plus que les garçons, elles subissent un certain nombre d'influences et pressions socioculturelles, de la famille ou de la communauté, en particulier en milieu rural. Il convient également de signaler que dans la société sénégalaise il y a des profondes inégalités homme/femme qui, combinées avec d'autres facteurs socio-culturels et économiques, débouchent sur des discriminations importantes basées sur le genre. Ces facteurs provoquent notamment des mariages et des grossesses précoces, et elles subissent des violences de genre, ainsi que des problèmes de santé reproductive et sexuelle. Ainsi, il est estimé, selon les derniers chiffres disponibles du Fonds des Nations Unies pour l'enfance - UNICEF¹⁰, que près de 29 % des jeunes filles au Sénégal sont mariées avant l'âge de 18 ans, et 8 %, avant l'âge de 15 ans, avec pour 63 % d'entre elles un partenaire avec un écart d'âge supérieur à 10 ans. De plus, et c'est certainement en deçà de la réalité, 15,5 % des jeunes filles ont un enfant avant l'âge de 18 ans, avec non seulement un impact important sur leur trajectoire possible d'intégration socio-économique individuelle, mais contribuant également à maintenir un taux de fécondité élevé, avec pour conséquence une forte pression démographique exercée sur le système éducatif, les services sociaux et le marché de l'emploi. Enfin, on estime que l'excision touche encore un quart des femmes entre 15 et 49 ans au Sénégal et 14 % des filles de moins de 15 ans.

Par ailleurs, face à ces difficultés auxquelles doit faire face la jeunesse, la **migration irrégulière** apparaît souvent comme une issue possible. En zone rurale, une agriculture encore largement pluviale, n'ayant pas bénéficié de tous les investissements requis pour sa modernisation/irrigation et restant donc vulnérable au changement climatique, et le développement insuffisant de filières de transformation/valorisation agricole (ainsi que d'agroécologie et d'économie verte/circulaire), entraînent une paupérisation des travailleurs et l'instabilité de leurs revenus. De même, dans le secteur de la pêche, central dans les zones périphériques côtières, la stagnation des techniques de pêche et la raréfaction des ressources, ont entraîné une précarisation de ses travailleurs. Ces facteurs, alliés à une concentration de l'activité économique et des opportunités de formation dans les centres urbains entraînent un fort exode rural, que les villes ne sont pas en mesure d'absorber, générant à son tour des flux de migration irrégulière, avec les drames humains qu'ils provoquent. A ses facteurs économiques s'ajoutent des facteurs d'ordre socio-culturels liés à la pression familiale, qui encouragent parfois ces départs ou à l'image entretenue d'une vie idéalisée en Europe, malgré les nombreuses campagnes de sensibilisation menées, y compris par l'UE. Cette pression migratoire s'est de plus accrue au cours de l'année 2020 avec de nombreux départs observés du fait de l'impact socio-économique des mesures de restriction sanitaire lors de la crise Covid. A la question des départs s'ajoute également celle de la réintégration des migrants de retour, à leur accompagnement, d'un point de vue économique, social, comme psychologique, qui à l'image de l'intégration socio-économique d'une partie importante de la jeunesse, constitue un réel défi. Au-delà de la problématique de la migration irrégulière, la migration légale, circulaire, peut constituer un frein à la migration clandestine en même temps qu'une réelle opportunité pour les pays d'origine en termes d'apport d'expérience, de compétences et d'investissement par la diaspora.

¹⁰ « Les filles adolescentes en Afrique de l'ouest et du centre : fiches de données », UNICEF, octobre 2019

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

L'orientation de cette action sur la question de la jeunesse, à travers ses différentes dimensions, et la migration, est justifiée par différentes raisons, liées à la fois aux **priorités du Sénégal et de l'UE**.

Tout d'abord, la jeunesse constitue une part prépondérante et croissante de la population du Sénégal, et elle fait face à de **nombreux défis**.

Ces derniers ont tout d'abord trait à **l'emploi**, avec un nombre toujours plus important de jeunes arrivant sur le marché du travail et une capacité limitée du modèle économique sénégalais à générer des emplois en nombre et en qualité suffisants.

Du côté de **l'offre de travail et du capital humain**, les défis concernent :

- Une part importante de la jeunesse qui est hors du système scolaire, dépourvue des compétences de base en écriture, lecture et mathématiques ;
- Une offre d'éducation supérieure, de formation professionnelle, technique et d'apprentissage insuffisante, en quantité, en qualité et quant à sa capacité à répondre aux besoins du marché du travail et limitant la productivité du travail, et n'exploitant pas pleinement notamment les potentialités de l'économie verte et circulaire ;
- Une offre de formation insuffisamment pensée en rapport avec le secteur privé ;
- Une faible territorialisation des politiques de formation et d'emploi.

Pour ce qui est de la **demande insuffisante de travail**, elle tient notamment à :

- Un environnement des affaires encore pas assez favorable à l'investissement et à la transformation structurelle de l'économie (en milieu urbain, comme en milieu rural, en lien avec « Agropoles »), nécessitant des réformes structurelles, en particulier en matière de gouvernance publique ;
- Un secteur informel encore largement prédominant dans l'économie sénégalaise, empêchant une réelle modernisation économique et le développement d'un système de protection sociale ;
- Un dispositif d'aide aux entreprises et à l'entrepreneuriat mobilisant une diversité d'organismes, non suffisamment coordonnés/intégrés et dont l'impact, la reddition des comptes/transparence et la territorialisation restent insuffisants ;
- La faiblesse des mécanismes d'information et d'intermédiation sur le marché du travail ;
- Une concentration excessive de l'activité économique dans les centres urbains, et notamment Dakar.

Au-delà des questions purement économiques, d'emplois et les enjeux migratoires, la jeunesse fait face à un certain nombre d'**autres défis** et nourrit d'**autres ambitions** :

- Une faible participation à la vie de la cité, en raison de la faible représentation de la jeunesse dans les institutions publiques et dans les partis politiques, et plus spécifiquement dans les cadres de formulation, de suivi et de mise en œuvre des politiques les concernant, nourrissant une forte défiance entre jeunesse et autorités publiques ;
- Une certaine perte de sens d'une partie de la jeunesse, entretenue par les difficultés socio-économiques et une certaine déperdition des valeurs citoyennes, et le manque d'accès à d'autres besoins légitimes, comme la culture et le sport, contribuant à les rendre vulnérables à différentes formes de radicalisation ;
- Une situation particulière pour les jeunes filles, entretenue notamment par des facteurs d'ordre socio-culturels, caractérisée par des problèmes de déscolarisation et d'accès à l'emploi souvent pus marqués, et d'autres problématiques, telles que les mariages et les grossesses précoces, avec un impact sur leur trajectoire individuelle d'intégration et d'émancipation, et une incidence globale sur les taux de fécondité élevé.

Face à ces difficultés, d'accès à l'emploi en particulier, la **migration, y compris irrégulière**, apparaît souvent comme une perspective, voire la seule option, pour une part significative de la jeunesse, avec les drames humains qu'elle engendre et un certain nombre de défis qui caractérise le secteur, dont notamment :

- L'absence d'un cadre stratégique de la politique migratoire adoptée et un pilotage institutionnel insuffisamment coordonné/intégré ;
- Une compréhension et une prise en compte encore insuffisantes des causes profondes de la migration irrégulière ;
- Une politique de réintégration des migrants de retour insuffisamment appropriée et développée au niveau national ;
- Une approche des questions migratoires ne prenant pas suffisamment en compte la dimension territoriale ;

- Une organisation de la migration légale, circulaire qui ne permet pas d'en retirer son plein potentiel et une insuffisante mobilisation et valorisation de la jeunesse de la diaspora au service du développement.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Cette action s'adresse en premier lieu à la jeunesse -titulaires de droits - (ainsi qu'à leur instances et associations de représentation), comprise au sens large, de l'enfance à la vie adulte, sur une tranche d'âge pouvant aller de 6 à 35 ans, dans sa diversité, avec une attention particulière aux groupes les plus éloignées de l'intégration socio-économique, et aux filles et femmes.

S'agissant d'un programme portant sur une thématique très transversale, comme la jeunesse, à travers ses différentes dimensions, les parties prenantes à considérer sont nombreuses. Lorsque ces parties prenantes seront des acteurs de mise en œuvre de cette action, une analyse de leurs capacités sera conduite au préalable.

- Sur les aspects **coordination** – titulaires d'obligations- : Ministères des Finances et du Budget (MFB) ; de l'Économie du Plan et de la Coopération (MEPC) ; des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCTDAT)
- Sur le volet **emploi** -titulaires d'obligation et la société civile-: Ministères de l'Éducation Nationale (MEN) ; de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) ; de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion (MEFPAI) ; du Travail, du Dialogue Social et des Relations avec les Institutions (MTDSRI) ; de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel (MATSI) ; du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises (MCPME) ; du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries (MDIPMI); Agences : Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide (DER, mission de financement) ; Agence de Développement et d'Encadrement des PME (ADPME, mission d'assistance technique pour l'entrepreneuriat, appui à la formalisation notamment), Bureau de Mise à Niveau (BMN, mise à niveau d'entreprises existantes), Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP, garanties des prêts aux entreprises), Agence pour la Promotion des Investissements et grands Travaux (APIX, promotion des investissements, amélioration de l'environnement des affaires et enregistrement des entreprises), Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ, intermédiation), Fonds de Financement de la Formation Professionnelle et Technique (3FPT, financement de la formation professionnelle); et syndicats et associations du patronat. Le secteur de l'aide aux entreprises et à l'entrepreneuriat inclue un grand nombre d'acteurs institutionnels aux mandats et attributions qui ont tendance à se superposer, et une coordination insuffisante de leur action, tendant à diluer leurs ressources et leur impact. Dans ce domaine, la présente action visera notamment à favoriser une action plus intégrée de ces différents acteurs.
- Sur le volet plus largement **jeunesse** -titulaires d'obligations-: Ministères de la Jeunesse ; de la Santé et de l'action Sociale (MSAS) ; de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants (MFFGPE) ; du Développement communautaire, l'Équité sociale et territoriale (MDCEST) ; des Sports ; de la Culture et de la Communication ;
- Sur le volet **migration** -titulaires d'obligations-: Ministères des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE) ; de l'Intérieur ; et Secrétariat d'État chargé des Sénégalais de l'Extérieur.
- En parallèle à tous ces acteurs institutionnels, il sera aussi nécessaire de prendre en compte la société civile, dont de nombreuses organisations ont été créées par et pour les jeunes. Actuellement encore en cours de structuration et de renforcement de leurs capacités, ces Organisations de la Société Civile (OSC) sur la jeunesse se voient de plus en plus reconnaître un rôle par le gouvernement, notamment suite au Conseil Présidentiel sur la Jeunesse du 22 avril 2021 et le lancement d'un programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socioéconomique des jeunes (450 milliards de FCA/690 millions d'euros sur trois ans). Il est important de souligner aussi que la Délégation de l'Union européenne (DUE) a mis en place, fin 2020, un partenariat stratégique avec le Consortium Jeunesse Sénégal (CJS), qui sera donc une partie prenante importante pour ce programme. Les acteurs de la société civile investis sur les questions de migration compteront également parmi les parties prenantes de cette action.
- Également, les collectivités territoriales seront des parties prenantes importantes de cette action, compte tenu, à la fois, du contexte global croissant de décentralisation et du besoin de territorialisation accrue des politiques d'emploi, de formation, en lien avec les autres défis de la jeunesse, et lié aux défis de la migration.

- Enfin, il faut inclure dans les parties prenantes les différents partenaires au développement qui mettent en œuvre des appuis budgétaires au Sénégal et avec lesquels l'UE travaille étroitement, notamment depuis le développement d'une matrice commune en 2020 dans le cadre de la réponse Covid.

2.3 Autres domaines d'évaluation

2.3.1 Condition préalable aux valeurs fondamentales [uniquement pour les contrats relatifs aux objectifs de développement durable]

Dans une Afrique de l'Ouest marquée par l'instabilité et l'incertitude des processus démocratiques, le Sénégal jouit d'une **stabilité politique**. L'organisation de consultations électorales crédibles et régulières a permis l'acceptation du principe d'alternance et la consolidation de la démocratie au Sénégal. La révision de la Constitution (2016) a renforcé certains contre-pouvoirs (l'opposition parlementaire) et amélioré l'équilibre entre les pouvoirs (élargissement des pouvoirs de l'Assemblée nationale en matière d'évaluation de l'action gouvernementale et des politiques publiques). On note toutefois une fragilisation du consensus sur le processus électoral, à l'occasion des scrutins législatif (2017) et présidentiel (2019), en lien avec une opposition toujours fragmentée, ainsi qu'une centralisation du pouvoir exécutif. Le Président de la République est le chef de l'État et du gouvernement depuis la suppression du poste de Premier Ministre (2019).

Lors des dernières élections présidentielles, les débats se sont en particulier cristallisés sur le système de parrainage-citoyen et des critiques liés à la liste électorale, l'accès aux cartes d'électeur et le financement des partis politiques. La question d'un hypothétique troisième mandat qui avait déjà accaparé les discussions à peine l'élection achevée continue à ponctuer le débat politique. Le report des élections locales, de juin 2019 initialement à fin janvier 2022, a également contribué à tendre le débat politique entre pouvoir et opposition.

La pandémie de la **Covid-19**, survenue au mois de mars 2020 au Sénégal, a exacerbé les inégalités et fragilisé la situation et les droits sociaux, économiques et humains des personnes les plus vulnérables : femmes, enfants et minorités. Les violentes manifestations qui ont éclaté en mars 2021 sont certes liées à l'impact économique et social de la pandémie, mais elles ont révélé également un potentiel de contestations jusqu'alors peu exprimé, visant des aspects directement liés au respect des principes de la démocratie, d'État de droit et des droits humains.

L'obligation pour l'État de respecter et protéger les **droits humains** et les libertés fondamentales est inscrite dans la Constitution. La révision constitutionnelle de 2016 a inclus la reconnaissance de certains droits, dits de « troisième génération », tels que les droits à la solidarité, avec notamment le droit à un environnement sain, le droit au respect du patrimoine commun et des ressources naturelles. L'État du Sénégal a signé et ratifié la plupart des instruments juridiques internationaux en matière de droits humains et maintient une ambition politique forte au niveau multilatéral en matière de droits humains, même si leur respect systématique reste un défi.

L'État du Sénégal a récemment adopté une loi criminalisant le viol (excepté le viol conjugal), ce qui renforce la protection des **droits des femmes**. Cependant, certaines normes juridiques, notamment au sein du Code de la Famille, maintiennent une discrimination vis à vis des femmes (accès inégal à la terre, au capital et à l'héritage). Par ailleurs, on observe une application parfois erratique des lois, telles que celle sur les mutilations génitales féminines (1999) ou encore celle sur la parité (2010), qui a certes permis d'améliorer la représentation des femmes au niveau national, mais qui reste un défi aux échelons régionaux et locaux.

Les **droits des enfants** sont encore insuffisamment respectés, leur situation est préoccupante et l'État, même s'il a récemment criminalisé la pédophilie (2020), n'a toujours pas adopté le code de l'enfant. L'enregistrement des naissances à l'État civil, bien qu'obligatoire, n'est pas systématique. Ceci limite l'accès aux droits fondamentaux de nombreux enfants. Comme indiqué précédemment, environ un tiers des enfants âgés de 6 à 16 ans n'est pas scolarisé, et la mendicité forcée est largement répandue. Chez les jeunes filles, les mariages précoces, malgré l'engagement au plus haut niveau de l'État, restent largement répandus, de même que les grossesses précoces et les violences basées sur le genre.

La lutte contre la **traite des personnes** reste une réalité, et malgré une législation condamnant le travail forcé, des pratiques telles que la servitude domestique ou la prostitution forcée sont encore fréquentes. Les condamnations des réseaux de trafiquants de personnes peinent à être appliquées même si leurs agissements ont notamment engendré le décès de nombreux Sénégalais, dans le contexte de la migration irrégulière.

Les **minorités sexuelles** et personnes lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queer et intersexes (LGBTQI) sont largement stigmatisées, confrontées à une intolérance sociale et des actes de violence généralisés ainsi qu'une discrimination dans l'accès aux services sociaux. Les confréries musulmanes ainsi que l'Église catholique ont réaffirmé (mai 2021) leur rejet et condamnation morale de l'homosexualité. Les demandes de criminalisation de l'homosexualité se renforcent. Les bureaux de plusieurs associations LGBTQI ont été fermés (nov. 2019), suite à la publication d'une liste d'associations légalement constituées par un collectif contre l'homosexualité.

La Constitution garantit les **libertés d'expression, d'association et de manifestation** mais il subsiste un certain nombre de limites, telles que l'application stricte de l'arrêté dit « Ousmane Ngom », qui interdit les rassemblements dans le quartier central de Dakar, au motif qu'il abrite les institutions et services administratifs de l'État. L'absence de loi garantissant l'accès à l'information est également un obstacle à l'effectivité de certains droits. Une loi sur la diffamation (1965) permettant la fermeture de médias sans autorisation judiciaire et le blocage du contenu « contraire aux bonnes mœurs » sur Internet, fragilise également la liberté d'expression des journalistes, de même que la persistance du délit de presse au sein du Code de la presse (2017) et le recours à un usage excessif de la force.

Malgré une loi prévoyant une représentation juridique aux frais de l'État pour tous les prévenus, l'accès au **système judiciaire** demeure inéquitable en raison d'un accompagnement juridique inadéquat. Les périodes de détention dans l'attente d'un jugement sont longues (et concernent une grande partie des détenus), ce qui contribue notamment à la dégradation des conditions de vie dans les prisons.

En dépit des difficultés relevés ci-dessus, on peut conclure que la précondition de respect des valeurs fondamentales est globalement remplie.

2.3.2 Politique publique

Au-delà du Plan Sénégal Émergent (PSE) et de son Plan d'Actions Prioritaires (PAP) Ajusté et Accéléré (2A) 2019-2023, qui constitue le cadre national de développement, le présent programme prendra en compte un certain nombre de stratégies et politiques en lien avec les enjeux de la jeunesse, de l'emploi, de la formation pro, de l'environnement des affaires et de la gouvernance, et en premier lieu, le « **Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes** ».

Adopté lors du « Conseil présidentiel pour l'insertion et l'emploi des jeunes » du 22 avril 2021, il constitue une réponse ambitieuse, principalement au défi de l'emploi chez les jeunes, et fait suite aux manifestations de mars 2021, qui ont mis en lumière le mécontentement de la jeunesse face aux difficultés économiques, sociales et politiques auxquelles elle fait face. Il est structuré à travers les quatre objectifs suivants : 1. Accélérer la création d'emplois et d'auto-emplois pour les jeunes, 2. Renforcer et élargir la formation professionnelle, 3. Assurer la concertation et le dialogue permanent avec les jeunes, et 4. Promouvoir un programme d'investissements et de réformes ambitieux dans l'économie. Le programme est doté d'une enveloppe budgétaire significative, de 450 000 000 000 francs CFA (ou 680 000 000 EUR) pour les trois années 2021 à 2023, ou 150 000 000 000 francs CFA/an, soit de l'ordre de 3,75 % du budget annuel de l'État (4 000 000 000 000 francs CFA). Le programme fixe des objectifs ambitieux : 90 950 emplois créés (dont 65 000 emplois publics), 73 300 jeunes formés (formation professionnelle et apprentissage) et 353 300 auto-emplois.

La stratégie est pertinente dans ses axes d'intervention au regard des défis et crédible, en dépit d'objectifs relativement ambitieux. Elle combine des réponses d'urgence (emplois publics) à des réformes plus durables, structurelles, notamment en lien avec une plus grande coordination/intégration des dispositifs d'appui à l'entrepreneuriat. L'analyse par filière d'avenir et conséquents besoins en formation et gisements d'emploi pourrait être cependant approfondis, en particulier pour garantir une approche axée sur les emplois verts et l'économie circulaire (tenant compte notamment de la Stratégie nationale du Sénégal pour la promotion des emplois verts de 2015).

Du point de vue du pilotage institutionnel de la stratégie, il représente un réel défi en termes de coordination, compte tenu des nombreuses administrations concernées et de l'articulation nécessaires entre dimensions centrale et territoriale. Tout au long de sa mise en œuvre, il est prévu une implication, aux différents niveaux de pilotage, des organisations de la société civile représentatives de la jeunesse.

Le système de suivi de ses réalisations devrait bénéficier de la forte capacité de récolte de données de l'ANSD, qui assure sa mission avec une certaine indépendance.

Par ailleurs, le suivi de la présente condition générale « politique publique » se basera sur l'avancement des mesures inscrites à une matrice commune développée conjointement avec les autres principaux partenaires d'appui budgétaire

au Sénégal, sur base de laquelle un dialogue politique conjoint sera mené (voir point 3.2). Cette matrice aborde des réformes stratégiques liées à la gouvernance publique, au développement du secteur privé/emploi et aux questions sociales.

En conclusion, la politique est suffisamment pertinente et crédible pour que les objectifs du contrat d'appui budgétaire soient largement atteints. Par conséquent, la Commission peut soutenir cette politique dans le cadre du contrat d'appui budgétaire proposé.

2.3.3 Politique macroéconomique

La crise de la **Covid-19**, à travers le net ralentissement de l'économie mondiale et les mesures de confinement à l'échelle nationale, a brusquement réduit l'activité, en particulier dans les secteurs du tourisme, de la restauration et du transport, se traduisant, malgré l'effet du plan de réponse du Gouvernement et une saison agricole plutôt favorable, par un important ralentissement de la croissance qui se situerait à 1,5 % en 2020 (contre 5,3 % en 2019 et une moyenne de 6,5 % sur la période 2014-2018), et aux environs de 1 % pour le Produit intérieur brut (PIB) hors agriculture. La structure de la production reste relativement inchangée, avec les secteurs primaire, secondaire et tertiaire représentant respectivement 15, 20 et 65 % du PIB. Du point de vue de la structure de la demande, elle est principalement alimentée par la demande intérieure, avec une forte contribution de l'investissement public dans le cadre de la mise en œuvre du PSE. Concernant l'inflation, elle est restée faible, en deçà des 2%.

En raison de la continuité de la crise, les dernières prévisions du FMI tablent désormais sur une croissance autour de 3,7 % en 2021, contre une projection initiale de 5,2 %. Ceci ne permettra pas de ramener le PIB par habitant à son niveau d'avant la crise. Les prévisions à moyen terme, sous réserve d'un relatif retour à la normale, situent le taux de croissance en 2022 aux environs de 5,5 % et en 2023, il pourrait attendre jusqu'à 10 %, avec la mise en production des projets pétroliers et gaziers, si leurs investissements ne subissent avec la crise de retards significatifs.

Ce ralentissement économique a un impact social durable et majeur, en particulier pour les couches les plus vulnérables de la population, et celles travaillant dans le secteur informel, ne bénéficiant d'aucune couverture sociale et dont les revenus sont issus de l'activité quotidienne. Des enquêtes indiquent que 85 % des ménages et 90 % des unités économiques informelles ont subi des pertes de revenus dues à la pandémie¹¹. Il est estimé que près d'un demi-million additionnel de personnes serait tombé sous le seuil de **pauvreté** du fait des effets de la crise, dans un pays dont la part de la population pauvre avoisine déjà les 50 %.

Sur le plan de la **situation extérieure**, le déficit courant de la balance des paiements s'est nettement creusé à compter de 2017 (7,3 % du PIB) pour atteindre près de 10 % du PIB à fin 2020. Cette tendance devrait se creuser à 11,3 % du PIB en 2021, en raison de la dégradation des termes de l'échange (due principalement à la hausse des cours du pétrole), de l'effondrement du tourisme et de l'augmentation des importations destinées aux investissements sur les projets pétroliers et gaziers. Les envois de fonds de la diaspora devraient demeurer robustes, représentant 10 % du PIB: ils ont progressé de 1 % en 2020 et devraient continuer à rester soutenues en 2021 (+ 5 % en glissement annuel sur les deux premiers mois de 2021).

Concernant la situation des **comptes publics**, on observe un net creusement de la dette, qui a triplé depuis 2008, avec une tendance qui s'est accentuée depuis 2017 (60,6 % du PIB, contre 47,7 % en 2016). Elle s'est située à 68,7 % du PIB à fin 2020 et devrait atteindre 71 % à fin 2021 (de l'ordre de 1/3 intérieure et 2/3 extérieure), en lien avec un déficit projeté à 5,4 % du PIB, en raison principalement de l'importante moins-value de recettes du fait du net ralentissement de l'activité économique, des besoins de financement de réponse à la crise, des dépenses liées au programme triennal d'urgence pour l'emploi des jeunes, et celles liées aux investissements nécessaires sur les projets énergétiques. Ceci se traduit par un net accroissement du service annuel de la dette (remboursement du principal et intérêts), qui approche du quart des recettes publiques totales (23 % à fin 2019) et devient le premier poste de dépense publique avec le personnel. Cependant, le Sénégal a également prolongé sa participation à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 jusqu'à fin 2021, ce qui devrait permettre un allègement temporaire du service de la dette de 0,6 % du PIB au total pour l'année. La dernière analyse de la viabilité de la dette du FMI (juin 2021) maintient un niveau de risque de surendettement extérieur et global modéré, après l'avoir fait passer de faible à modéré en avril 2020. Cette tendance à la hausse du service de la dette devrait

¹¹ « Rapport de suivi de l'impact de la Covid-19 sur les unités de production informelles » (septembre 2020) et « Rapport de suivi de l'impact sur le bien être des ménages » (septembre 2020), ANSD.

cependant s'inverser à compter de 2022/2023 avec le début de l'exploitation des gisements énergétiques, un retour de croissance économique et des recettes qu'elle devrait générer, et sous réserve de la poursuite des réformes sur les volets recettes (fiscalité) et dépenses (finances publiques). Sur le plan des recettes, elles visent un objectif d'accroissement des recettes de l'équivalent de 1% du PIB, avec la poursuite de la Stratégie de Recettes à Moyen Terme (SRMT), avec en particulier l'élargissement de la base fiscale, le renforcement du contrôle fiscal et la réduction des exonérations, en commençant par celles de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Sur le plan des dépenses, outre les réformes structurelles du système des finances publiques, elles concernent la réduction des subventions énergétiques.

Malgré un cadre macro-économique globalement stable, les **principaux défis et sources de vulnérabilité** concernent les enjeux suivants. D'une part, il s'agit de répondre aux besoins urgents sociaux et sanitaires, liés à la fois à la poursuite des impacts socio-économiques de la pandémie qui se poursuit, ainsi qu'aux objectifs ambitieux d'appuis à la jeunesse avec le programme d'urgence pour l'emploi des jeunes, qui prévoit une dépense de 450 000 000 000 de francs CFA pour les trois années 2021 à 2023, soit 150 000 000 000 de francs CFA par an, équivalent à 1 % du PIB ou 3 % du budget annuel de l'Etat¹², tout en maintenant la trajectoire de consolidation budgétaire et à compter de 2022, l'amorce d'une stratégie de désendettement. En somme, il s'agit d'allier l'urgence des besoins sociaux aux nécessaires réformes structurelles, à la fois sur l'environnement des affaires, de la formation des jeunes, et la transformation structurelle de l'économie, notamment en faveur de l'industrie manufacturière, source de création d'emploi, tout en poursuivant les réformes fiscales et budgétaires pour contribuer à la soutenabilité des comptes publics. Ces questions sont particulièrement cruciales au cours des deux années à venir, avant que le pays puisse disposer du surplus d'activité économique et de recettes que va générer le début de l'exploitation pétrolière et gazière.

Sur le plan des **relations avec le FMI**, le Sénégal entretient une étroite collaboration avec l'institution. Ceci se concrétise par des missions d'assistance technique, dont certaines financées par l'UE, ainsi que par deux programmes en cours :

- D'une part, il s'agit de l'Instrument de coordination de la politique économique (**ICPE**), de janvier 2020 à fin 2022, non associé à un financement (davantage un programme de « surveillance » /conseil) et centré autour des trois enjeux suivants (i) croissance soutenue et inclusive (ii) stabilité macroéconomique par le maintien de la viabilité des finances publiques, et (iii) une gestion soutenable et transparente des futures recettes énergétiques. Le programme est suivi à l'aide de cibles quantitatives, de cibles continues, et d'objectifs de réforme, à fin juin 2021, fin décembre 2021 et fin juin 2022. Au terme de la 3^{ème} revue du programme, conduite en juin 2021, il apparaît¹³ que le programme se déroule globalement dans de bonnes conditions et que ses objectifs restent pertinents, malgré la survenue de la crise. Néanmoins, c'est une nouvelle fois le plafond sur les marchés publics en entente directe (21,8 % contre un objectif de 15 %) qui est le seul objectif quantitatif non atteint. Concernant les objectifs de réforme, trois des neuf objectifs de réforme n'ont pas été atteints, à savoir l'adoption et la mise en œuvre de l'arrêté sur le prélèvement de conformité fiscale, l'audit externe de la base de données de la dette publique et le projet de loi sur le partage des revenus des hydrocarbures qui ont connu des retards, mais devraient intervenir d'ici à fin juin 2021.
- D'autre part, il s'agit l'Accord de confirmation et de la facilité de crédit de confirmation (**FCC**), à compter de juillet 2021 et d'une durée de 18 mois, associé à un financement permettant de faire face aux besoins de la balance des paiements qui résultent de la crise, et des coûts de la campagne de vaccination, avec un accès équivalent à 46,66 % de la quote-part du Sénégal (soit environ 216 millions de dollars) combiné avec un accord de confirmation (AC) avec un accès équivalent à 93,33 % de la quote-part du Sénégal (soit environ 431 millions de dollars), avec un décaissement immédiat d'environ 187 millions de dollars. Ce programme s'exécutera en parallèle de l'ICPE et permettra de catalyser une assistance financière supplémentaire de la part d'autres partenaires extérieurs. Le suivi de ces programmes sera assuré par des critères de performance quantitatifs et indicatifs, et un ensemble de repères structurels couvrant les actions

¹² Ordres de grandeur :

- Budget de l'Etat/dépense publique total : 4 000 Milliards de FCFA ou 6 Milliards d'Euros ;

- PIB : 13 500 Milliards de FCFA ou 21 Milliards d'Euros

¹³ « Troisième revue du programme appuyé par l'instrument de coordination de la politique économique et demande de modification d'objectifs quantitatifs, demandes d'accord au titre de la facilité de crédit de confirmation et d'accord de confirmation », Rapport du FMI, juin 2021

de réforme, pour i) lutter efficacement contre la pandémie tout en maintenant la stabilité macroéconomique, notamment en augmentant les recettes fiscales ; ii) promouvoir une croissance forte, durable et inclusive, tirée par le secteur privé et favoriser l'emploi des jeunes ; et iii) élaborer un cadre pour la gestion durable et transparente du secteur des hydrocarbures. Il fait suite à une aide d'urgence que le FMI avait déjà accordé au Sénégal en avril 2020 pour un montant de 442 millions de dollars en réponse à la crise.

En conclusion, en dépit de certaines faiblesses structurelles et de l'impact de la crise, les autorités, qui entretiennent des relations étroites avec le FMI, poursuivent une politique macroéconomique orientée vers la stabilité et le critère d'éligibilité est par conséquent rempli.

2.3.4 Gestion des finances publiques

Sur base de l'étude « Public Expenditure and Financial Accountability » (PEFA) conduite en 2019/2020, ayant reçu le « PEFA Check » et désormais approuvé par le Gouvernement et publié¹⁴ (notations : 5 B, 9 C et 17 D), ainsi que des autres évaluations réalisées récemment (Évaluation de la transparence des finances publiques/FTE, Évaluation de la gestion des investissements publics/PIMA, Évaluation des systèmes de passation des marchés publics/MAPS, et rapports de mission d'assistance technique du FMI), le **diagnostic** du système de Gestion des finances publiques au Sénégal peut être synthétisé comme suit. Le rapport finances publiques et transparence de la Délégation, en annexe, présente cette analyse plus en détail.

- **Fiabilité du budget** : écarts relativement faibles entre niveaux initiaux et exécutés des dépenses et des recettes, mais variations importantes dans la composition des dépenses.
- **Exhaustivité et transparence des finances publiques** : classification budgétaire économique et administrative, et fonctionnelle depuis le 1^{er} janvier 2020, avec le basculement en budget programme. Documentation budgétaire transmise au Parlement incluant les éléments de base, mais information budgétaire publique encore limitée (en particulier rapports à jour d'audit de la loi de finances). Exhaustivité des états financiers annuels ne couvrant pas pleinement les unités extrabudgétaires, et règles/informations sur les transferts aux collectivités territoriales encore imprécises/limitées.
- **Gestion des actifs et des passifs** : suivi financier partiel des agences/entreprises publiques et des collectivités territoriales. Prise en compte des risques budgétaires (bien qu'encore sommaire). Inventaire et suivi adéquat des actifs financiers et dans une moindre mesure des actifs non financiers (et incertitude sur les conditions de cessions de ces derniers). Gestion de l'investissement public perfectible, en particulier au stade de la sélection et du suivi, et cadre réglementaire des PPP à instituer.
- **Planification et budgétisation basées sur les politiques publiques** : prévisions macroéconomiques et budgétaires fiables mais avec un périmètre pouvant être élargi. Stratégie budgétaire pluriannuelle globale et sectorielle mise en place mais devant être davantage institutionnalisée et prenant mieux en compte l'impact des nouvelles mesures budgétaires et fiscales. Conditions de préparation du budget adéquates mais une procédure d'examen du projet de loi de finances par l'Assemblée nationale encore imprécises.
- **Prévisibilité et contrôle de l'exécution du budget** : information aux contribuables et voies de recours adéquates. Comptabilité des recettes conforme pour l'essentiel mais faiblesses dans le suivi des arriérés des différents types de recettes (pas uniquement fiscales), qui semblent importants. Exercice/champs du contrôle fiscal encore insuffisant pour lutter efficacement contre la fraude. Comptabilité des dépenses conforme pour l'essentiel mais faiblesses du suivi des arriérés, dont le stock paraît significatif. Absence d'intégration (en cours) des gestions administrative et financière des états de paie et audits de ces derniers peu fréquents. Contrôle interne des dépenses non salariales fonctionnel mais qui ne s'exerce pas sur la majorité de la dépense exécutée selon des procédures dérogatoires. Information sur les marchés publics encore partielle et part significative de la commande publique passée sans mise en concurrence.
- **Comptabilité, enregistrement des données et établissement des rapports** : publication des rapports d'exécution infra-annuels devenant systématique, plus régulière (bien qu'avec des délais) et au contenu plus détaillé. Rapports financiers annuels pour l'essentiel exhaustifs dans le contexte d'une comptabilité "de caisse" (absence à ce stade des éléments du passif et de l'actif) basés sur des normes comptables établies, nationales (convergence encore limitée avec les normes internationales). Délais de soumission des comptes à la Cour des comptes encore trop longs et irréguliers.

¹⁴ <https://www.pefa.org/node/416>

- **Supervision et audits externes** : portée des contrôles de la Cour représentant 61 % de l'administration centrale (2015-2017). Délais de soumission des rapports d'audit de la loi de finances par la Cour à l'Assemblée nationale relativement courts (6 à 9 mois après leur réception) mais longs délais pour leur publication. Système de suivi des recommandations par la Cour mis en place mais s'exerçant avec des délais importants. Exercice du contrôle juridictionnel en partie dysfonctionnel, accusant un long retard. Indépendance de la Cour adéquate (nomination du Premier Président pour un mandat fixe et statut des magistrats assurant leur inamovibilité). Contrôle budgétaire exercé par l'Assemblée nationale présentant des faiblesses importantes et information publique limitée sur celui-ci.

Plus spécifiquement, du point de vue des **évolutions récentes** en matière de finances publiques, il convient de mentionner :

- Dans le cadre du projet d'assistance technique du FMI à la réforme budgétaire financé par l'UE, développement d'une **stratégie actualisée** de réformes des finances publiques. Ce travail représente un acquis important dans la mesure où il capitalise sur l'ensemble des diagnostics récents, y inclus le PEFA, qui a été conduit avec un respect strict de la méthodologie, sans complaisance, permettant un diagnostic particulièrement objectif de la situation. Le développement de cette nouvelle stratégie, la réalisation du PEFA et d'autres diagnostics récents (« Fiscal Transparency Evaluation » - FTE (transparence), « Public Investment Management Assessment » -PIMA (investissement public), « Methodology for Assessing Procurement Systems » - MAPS (marchés publics) et le « Tax Administration Diagnostic Assessment » - TADAT (fiscalité)) démontrent la volonté de transparence du gouvernement sur la situation et un engagement en faveur des réformes ;
- En dépit des retards, la mise en œuvre des budgets programmes et de la déconcentration de l'ordonnancement se poursuit, effective pour 7 Institutions et 9 Ministères, et une généralisation prévue à compter du 1^{er} janvier 2022 ;
- La rationalisation de l'usage des comptes de dépôts et des transferts dans la phase d'exécution ;
- La poursuite de la convergence vers un compte unique du trésor ;
- L'adoption en cours d'une loi sur la transparence et l'encadrement de la gestion des futures recettes énergétique, faisant l'objet d'un intense dialogue avec différents partenaires, dont le FMI.

Sur le plan de la mobilisation des recettes nationales, en raison d'un rythme de croissance du PIB supérieur à celui des recettes fiscales et de l'impact de la crise, le niveau de **pression fiscale** est resté quasiment inchangé au Sénégal, passant de 15 % en 2015 à 16 % en 2020. Le Sénégal apparaissait néanmoins (2016) comme le 5^{ème} pays d'Afrique avec le niveau de pression fiscale le plus élevé derrière la Tunisie (29,4 %), l'Afrique du Sud (28,6 %), le Maroc (26,4 %) et le Togo (22,2%), se situant en 2^{ème} position de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), qui a inscrit le niveau de 20 % de pression fiscale comme un critère de convergence.

Du point de vue de la **structure des recettes**¹⁵, la TVA représente 34 % de l'ensemble des recettes fiscales (tous impôts/droits de douanes et cotisations de sécurité sociale), contre 29 % pour l'ensemble de l'Afrique et 20 % pour les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE). A noter que les impôts sur les bénéfices des sociétés représentent au Sénégal une part bien moindre (9%) que dans le reste du continent (15%). Concernant les recettes non fiscales, elles représentent de l'ordre de 5 % du PIB et elles sont constituées pour plus de la moitié de dons.

Du point de vue des **ressources pétrolières et gazières** découvertes, qui pourraient générer des revenus pour l'État à compter de 2022, des estimations prudentes les projettent annuellement à 1,5 % du PIB (de l'ordre de 350 Millions d'Euros).

Concernant le **système fiscal** dans son ensemble, sur base notamment du TADAT réalisé en 2019, il apparaît que les principaux besoins de réforme à court terme pour accroître la capacité de mobilisation de ressources et atteindre l'objectif de recettes fiscale de 20 % du PIB en 2023, résident dans le renforcement de l'administration fiscale, pour un élargissement de l'assiette fiscale, par notamment la formalisation accrue de l'économie. Dans ce sens, le Sénégal s'est doté en 2020, avec l'appui du FMI, d'une Stratégie de Recettes à Moyen Terme (SRMT) sur la période 2021-2023, centrée sur la modernisation des administrations des recettes (télé déclaration et télépaiement électroniques, renforcement des contrôles, intégrité et déontologie, qualité du service fiscal, capacité de renseignement fiscal, interconnexion des administrations des recettes) et la rationalisation de la législation,

¹⁵ Dernières données complètes disponibles à fin 2016.

notamment en matière d'exonérations et concernant la fiscalité locale. Le début de la mise en œuvre de cette stratégie s'est déjà traduit par un certain maintien du niveau de recettes en dépit de la crise.

En conclusion, la stratégie de réforme de gestion des finances publiques est suffisamment pertinente et crédible, y incluant sur la mobilisation des recettes nationales, et le critère d'éligibilité est rempli.

2.3.5 Transparence et contrôle du budget

Evaluation PEFA		2011 ¹⁶ (2011) ¹⁷	2018 (2011)	2019 (2016)	
Méthodologie 2016	Correspondance avec Méthodologie 2011				
PI-5 Documentation budgétaire	PI-6 Exhaustivité des informations contenues dans la documentation budgétaire	B	B	B	
PI-6 Operations de l'administration centrale non comptabilisées dans les états financiers	PI-7 Importances des opérations non rapportées de l'administration centrale	D+	D ¹⁸	D	
PI-9 Accès public aux informations budgétaires	PI-10 Accès public aux principales informations budgétaires	D+	D+18	D	
PI-28 Rapports budgétaires en cours d'exercice	PI-24 Qualité et respect des délais des rapports d'exécution budgétaire produits en cours d'année	B+	D+18	D+	
PI-29 Rapports financiers annuels	PI-25 Qualité et respect des délais des états financiers annuels	D+	C+	C+	
PI-30 Audit externe	PI-26 Etendue, nature et suivi de la vérification externe	D+	C+	D+	
PI-31 Examen des rapports d'audit par le pouvoir législatif	PI-27 Examen de la loi de finances annuelle par le pouvoir législatif	C+	C+	D	
Années		2012	2015	2017	2019
Indice du Budget Ouvert		10 (88 ^{ème} sur 102)	43 (61 ^{ème} sur 103)	51 (44 ^{ème} sur 123)	46 (59 ^{ème} sur 117)

Le **point d'entrée** est satisfait dans la mesure où le Gouvernement a rendu public, sur le site internet de la Direction Générale du Budget du Ministère des Finances et du Budget (MFB)¹⁹, le Projet de loi de finance initiale 2021, la loi de finances initiale 2021 adoptée par le pouvoir législatif et le Projet de loi de finance rectificative 2021.

Concernant de manière générale la volonté de transparence dans son ensemble, il convient de noter que le Sénégal a été le premier pays d'Afrique de l'Ouest à accepter de se soumettre à une évaluation **FTE** (évaluation de la transparence des finances publiques), conduite par le FMI et financée par l'UE.

S'agissant de la **documentation transmise annuellement au pouvoir législatif** (PI-5 2016), afin de lui permettre d'exercer pleinement son contrôle au stade de l'examen du Projet de Loi de Finances (PLF), elle comprend les quatre éléments de base requis par le PEFA (note B), mais des informations font défaut en particulier sur : financement du déficit, stock de la dette, actifs (comptabilité patrimoniale non encore d'application), risques budgétaires (présentés trop sommairement) ou sur l'impact des principales nouvelles mesures de dépense et de recettes/fiscales.

¹⁶ Année d'observation ou années voisines

¹⁷ Méthodologie PEFA appliquée

¹⁸ A noter que l'équipe ayant mené le PEFA a fait une application extrêmement stricte des critères d'évaluation

¹⁹ <https://budget.sec.gouv.sn/documents/resultats-de-votre-recherche?documents=all>

En revanche, **l'information mise à disposition du public** (PI-9 2016), reste limitée, avec en particulier l'absence des informations suivantes: les rapports d'exécution en cours et au terme de l'exercice en temps requis, et les états financiers audités par la Cour des comptes sont publiés également avec un long délai. A noter qu'un rapport sur les dépenses fiscales est désormais rendu public, bien qu'avec un certain décalage dans le temps sur l'exercice budgétaire sur lequel il porte.

Du point de vue de **l'exhaustivité des états financiers annuels**, celle-ci est limitée en termes de recettes et de dépenses (indicateur PI-6 2016) par l'absence de couverture des unités extrabudgétaires, dont les administrations de sécurité sociale. Plus largement, parmi l'ensemble des 148 unités extrabudgétaires (établissements publics, agences), il a été constaté que seuls 32,4 % ont soumis leurs états financiers annuels 2017 dans un délai de 9 mois, limitant ainsi leur contrôle par la Cour des comptes.

Le nombre d'unités soumettant leurs comptes tend cependant à s'accroître régulièrement. La réduction de la note entre 2011 et 2018 (méthodologie 2011), s'explique par une application plus stricte de la méthodologie plutôt que par une baisse réelle de la performance.

Pour ce qui est des **rapports budgétaires en cours d'exercice** (PI-28 2016), ils sont bien publiés par trimestre, mais la comparabilité au budget initial n'est pas possible dans sa totalité, notamment pour l'investissement qui n'apparaît pas désagrégré par Ministères. Également, les délais de publication dépassent généralement les quatre semaines.

En dépit de ces faiblesses, leur contenu, leur caractère systématique et les délais de publication se sont améliorés récemment, suite en particulier à une assistance technique du FMI sur financement UE portant spécifiquement sur ces rapports.

Dans ce cas également, la baisse de la note PEFA entre 2011 et 2018 (méthodologie 2011) s'explique par une application plus stricte de la méthodologie.

Concernant les **rapports financiers annuels** (PI-29 2016), ils sont pour l'essentiel **exhaustifs** dans le contexte d'une comptabilité publique simple, "de caisse", mais le système n'ayant pas encore basculé vers une comptabilité d'exercice ou patrimoniale, ces rapports n'incluent pas les éléments sur le passif et l'actif. Concernant les **délais de transmission** des rapports financiers annuels à la Cour des comptes pour audit externe, ils subissent régulièrement des retards.

Sur l'ensemble de cet indicateur on observe une réelle amélioration entre 2011 et 2018, aussi du point de vue du contenu que des délais.

Concernant le **contrôle exercé par la Cour des comptes** (PI-30 2016), sa portée pour les années examinées (2015 à 2017), en termes de part des dépenses représentées par les entités contrôlées lors de ces exercices, représentent 61 % de l'administration centrale. Les délais de soumission des rapports d'audit sur l'exécution de la loi de finances à l'Assemblée Nationale se sont situés entre 5 et 9 mois suite à la réception des rapports financiers par la Cour, ce qui est un délai convenable. Concernant le suivi des recommandations suite aux audits, il s'exerce selon un système établi mais avec lenteur, portant aujourd'hui sur des recommandations faites pour les plus récentes en 2014.

Pour ce qui est du degré d'indépendance de la Cour, il semble convenable, dans la mesure où la nomination du Premier Président est faite pour un mandat fixe déterminé de 5 ans et que les magistrats qui la composent disposent d'un statut assurant leur inamovibilité. C'est davantage le manque de ressources, en particulier humaines, qui limite le plein exercice des missions de contrôle de la Cour.

Sur ces questions, on observe là aussi une nette amélioration entre 2011 et 2018, concernant l'extension de la portée du contrôle et les délais de soumission du rapport d'audit.

Des progrès notables ont été observés début 2020 avec le rattrapage du retard de publication des rapports annuels de la Cour, les trois rapports 2015, 2016 et 2017 ayant été publiés conjointement.

Il convient également de souligner la publication, en juillet 2020, de trois rapports (2015-2016, 2017 et 2018-2019) « sur l'état de la gouvernance et de la reddition des comptes » de l'Inspection Générale d'Etat (IGE). Ces rapports, réclamés depuis plusieurs années par la société civile, l'UE et d'autres partenaires, analysent les pratiques de gestion financière publique, soulignant un certain nombre de manquements, largement débattus dans les médias.

Du point de vue du **contrôle exercé par le pouvoir législatif** (PI-31 2016), celui-ci reste encore faible, ne donnant pas lieu à des auditions approfondies lors des examens du rapport d'audit soumis par la Cour de l'exécution de la loi de finances. De plus, cet examen ne donne pas lieu à des recommandations et en termes de transparence, les

discussions dans le cadre de ces commissions, ne sont pas publiques et aucun compte rendu n'est mis à disposition du public.

Par ailleurs, d'autres indicateurs du PEFA informent sur le niveau de transparence en plus de ceux présentés dans le tableau ci-dessus. Ainsi, concernant les relations financières entre l'Etat et les **collectivités territoriales** (PI-7 2016), les données sur le montant global transféré par l'Etat à l'ensemble des collectivités territoriales, comme sur le montant reçu par chacune d'elle, provenant des différents fonds, ne sont pas rendus publics, maintenant une opacité et un risque de politisation.

Également, concernant les **marchés publics** (PI-24 2016), la transparence est limitée, essentiellement au stade de la communication des attributions, notamment pour les ententes directes.

Une grande part de ces faiblesses a été prise en compte dans le nouveau plan de réforme des finances publiques, capitalisant sur le FTE conduit et le dernier PEFA, et font dès à présent l'objet d'un dialogue politique (y inclus dans le cadre des présentes conditions générales), qui s'intensifie en collaboration avec les autres partenaires, et d'appuis à travers, notamment, l'AT en cours du FMI à la DGB/MFB financée par l'UE, et le jumelage européen en cours avec la Cour des comptes et des actions envisagées au bénéfice du Parlement.

Enfin, afin de rendre compte sur la mise en œuvre du Programme de Résilience Economique et Social (**PRES**), programme de réponse à la crise, pour lequel l'UE a apporté un financement d'appui budgétaire conséquent (124 000 000 EUR de dons en 2020), le Comité de suivi, mis en place, vient de rendre public un document présentant une analyse détaillée, opérationnelle et financière, et contenant une analyse objective, parfois critique sur le programme. La mise à disposition publique de ce document constitue un réel acte de transparence et l'aboutissement d'un dialogue soutenu que l'UE a entretenu avec le Gouvernement.

En conclusion, la documentation budgétaire requise a été publiée et le critère d'éligibilité est rempli.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'Objectif Général de cette action est de contribuer à l'épanouissement économique, social et politique des jeunes au Sénégal.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont:

- 1. Favoriser l'insertion économique et l'employabilité des jeunes, notamment des jeunes filles/femmes, en privilégiant une économie plus durable sur le plan environnemental**
- 2. Accroître la participation de la jeunesse à la vie publique**
- 3. Répondre aux autres défis et aspirations sociales de la jeunesse, en particulier des jeunes filles et femmes**
- 4. Appuyer une meilleure gouvernance des migrations et réintégration des migrants de retour**

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

Produits induits

- Contribuant à l'effet attendu 1(ou objectif spécifique 1) : **Favoriser l'insertion économique et l'employabilité des jeunes, notamment des jeunes filles/femmes, en privilégiant une économie plus durable sur le plan environnemental**
 - 1.1 Les compétences de base de la jeunesse sont améliorées;
 - 1.2 L'offre, la qualité et l'adéquation de la formation de la jeunesse en rapport au marché du travail sont accrues, en considérant notamment la dimension territoriale ;
 - 1.3 L'environnement des affaires est amélioré;
 - 1.4 L'entrepreneuriat est davantage développé;
 - 1.5 L'économie se formalise davantage.
- Contribuant à l'effet attendu 2 (ou objectif spécifique 2) : **Accroître la participation de la jeunesse à la vie publique**

- 2.1 Les valeurs citoyennes et de respect de l'environnement au sein de la jeunesse sont développées ;
- 2.2 La représentation de la jeunesse dans les instances politiques de représentation et/ou de décision est plus importante ;
- 2.3 Le rôle de la jeunesse dans les cadres de formulation, suivi et/ou mise en œuvre des politiques les concernant est accru;
- 2.4 Le déficit d'enregistrement à l'état civil des jeunes est résorbé.

3. Contribuant à l'effet attendu 3 (ou objectif spécifique 3) : **Répondre aux autres défis et aspirations sociales de la jeunesse, en particulier des jeunes filles/femmes**

- 3.1 L'accès au sport, à la culture et au divertissement pour la jeunesse est accru;
- 3.2 La condition des filles est améliorée;
- 3.3 La maîtrise de l'évolution démographique est améliorée.

4. Contribuant à l'effet attendu 4 (ou objectif spécifique 4) : **Appuyer une meilleure gouvernance des migrations et réintégration des migrants de retour**

- 4.1 La réintégration des migrants de retour est améliorée ;
- 4.2 Le nombre de candidats à la migration irrégulière est réduit et des candidats sont préparés à mieux pouvoir répondre à des opportunités de migration circulaire (en lien avec les autres résultats ci-dessus);
- 4.3 La dimension territoriale de la gouvernance migratoire est renforcée ;
- 4.4 La contribution de la diaspora au développement économique, social et culturel du pays est accrue.
- 4.5 La capacité de l'administration à traiter les demandes de réadmission dans les délais est améliorée.

Produits directs:

- 1. Accroissement des ressources financières disponibles ;
- 2. Dialogue politique et technique en faveur des réformes/politiques promues;
- 3. Des évaluations des performances des politiques en faveur de la jeunesse et de la gouvernance migratoire sont disponibles ;
- 4. Les capacités institutionnelles et de la société civile en faveur des enjeux de la jeunesse sont améliorées.

3.2 Activités indicatives

La présente action inclura une composante d'**appui budgétaire** et une **enveloppe d'accompagnement**.

Sur le volet **appui budgétaire**, les tranches annuelles incluront une **part fixe**, dont le déboursement sera sujet à la réalisation des quatre conditions générales (politique publique, stabilité macroéconomique, gestion des finances publiques, et transparence et contrôle du budget).

Plus précisément, la condition générale politique sectorielle sera liée à deux composantes. La première est relative à l'avancement de la principale politique concernée par le programme, à savoir le « **Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes** ». La seconde composante de cette condition générale est liée aux progrès qui seront réalisés dans la mise en œuvre des réformes inscrites dans une **matrice commune**, développée à l'initiative de l'UE, avec six des principaux autres partenaires fournisseurs d'appui budgétaire au Sénégal (Allemagne, France, FMI, BM, BAD et Canada), et qui fera l'objet d'un dialogue conjoint entre l'ensemble de ces partenaires et le Gouvernement.

Cette matrice commune s'inscrit dans une nouvelle approche de dialogue politique conjoint, initiée lors de l'appui des partenaires au PRES, en réponse à la crise covid en 2020. En lien avec les objectifs du présent programme, cette matrice touche à des mesures stratégiques liées au développement du secteur privé/emploi (axe II de la matrice), en cohérence avec le programme d'urgence, ainsi qu'aux enjeux de la gouvernance publique liés en particulier à l'environnement des affaires (axe I de la matrice) et au développement de la protection sociale (axe III de la matrice). Sur ce dernier axe, la matrice accorde une importance particulière à la réforme du système de distribution des intrants agricoles subventionnés pour d'avantage de transparence et d'équité du système (lien avec action « Agropoles » y inclus avec la promotion des intrants biologiques).

L'objectif général et les objectifs spécifiques du programme seront de plus poursuivis par des mesures/indicateurs d'appui budgétaires liés au déboursement des **parts variables de tranches**, qui constitueront la part prépondérante

des tranches annuelles d'appui budgétaire, et qui feront l'objet du dialogue politique. Il s'agira de contribuer aux objectifs du programme, soit par des **mesures de réformes structurelles**, à caractère politique et stratégique pour le secteur, pouvant être d'ordre législatif, réglementaire, administratif, organisationnel, institutionnel, opérationnel ou liés au financement, soit par des **indicateurs plus quantifiés** de résultat/impact de la politique en faveur de l'emploi et de la jeunesse.

Enfin, l'**enveloppe d'accompagnement** financera des opérations en gestion centralisée et décentralisée, sous la forme de jumelages, assistances techniques, contrats de services et subventions, au bénéfice d'instances publiques comme d'acteurs de la société civile (en lien possible avec les collectivités territoriales), liés aux enjeux du secteur.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Le criblage EES a conclu que aucune autre action n'était requise.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1 (objectif significatif).

Cela implique que : la question de la **condition des jeunes filles** et des femmes sera **centrale à l'ensemble de cette action** compte tenu qu'elles sont généralement **plus impactées par les défis** d'intégration socio-économique, de participation politique, et d'autres défis auxquels fait face la jeunesse, à l'exception de certains niveaux de scolarisation où elles sont plus fortement représentées, et de la question de la migration irrégulière, qui touche principalement les hommes, bien que de manière croissante également les femmes. De plus, elles font face à certains **problèmes spécifiques**, que cette action ciblera également, d'ordre socio-culturels, qui pénalisent leur trajectoire d'émancipation et d'intégration, en lien notamment avec les mariages et les grossesses précoces, les violences conjugales ou la santé reproductive et sexuelle.

Ainsi, s'agissant du dialogue et des appuis en lien avec les enjeux de formation, d'emploi, d'entrepreneuriat et de participation politique, une attention particulière sera accordée à l'accès des différents dispositifs aux filles. De même, une partie du 3^{ème} objectif spécifique leur sera directement consacré, à travers des mesures d'appui budgétaire et des actions de l'enveloppe d'accompagnement spécifiquement dédiés à l'amélioration de la condition des jeunes filles.

Droits de l'homme

Cette action touche non seulement aux droits humains, du point de vue des **droits fondamentaux**, mais également, plus largement, du point de vue des **droits sociaux et politiques**.

Ainsi, en lien avec l'action qui sera menée en faveur de l'amélioration des compétences de base de la jeunesse et par conséquent contre la déscolarisation (faisant partie du 1^{er} objectif spécifique de l'action), avec les menaces qu'elles créent sur la condition des enfants, les mettant en situation de forte vulnérabilité et compromettant leur intégration socio-économique future, ce programme agira en faveur de la protection de l'enfance.

De plus, en lien avec la lutte contre la migration irrégulière, cette action interviendra sur des enjeux liés aux droits humains fondamentaux.

S'agissant de la condition des jeunes filles, cette action, en soutenant des politiques contre les violences faites aux filles et pour l'accès à des services de santé reproductive et sexuelle, soutiendra directement les avancées sur ces questions.

Également, en traitant les problèmes d'état civil au sein de la jeunesse, l'action contribuera à l'accès des filles et des femmes à l'ensemble de leurs droits sociaux et politiques.

Plus spécifiquement, sur les droits économiques sociaux, la question de l'accès à l'emploi, qui plus est à un emploi formel et décent, touche aux questions du droit à des conditions de travail dignes et à la protection sociale. Ce dernier point sera de plus abordé plus largement, au-delà de la question du système de protection sociale contributif/sécurité sociale, au développement du système de protection sociale non contributif/assistance sociale.

Enfin, et comme détaillé ci-dessous, à travers la promotion de la participation à la vie démocratique des jeunes, cette action permettra de contribuer à renforcer les droits politiques des femmes.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cette action n'a pas pour objectif principal ou significatif un appui aux personnes en situation de handicap, mais dans les actions prévues, que ce soit pour l'insertion économique, politique ou sociale des jeunes, les personnes les plus vulnérables seront particulièrement considérées, y inclus celles en situation de handicap.

Démocratie

Cette action touchera aux questions démocratiques de différentes manières.

D'une part en lien avec le 2^{ème} objectif spécifique lié à la **participation des jeunes à la vie publique/politique**, elle vise explicitement à rendre le système démocratique plus représentative de la jeunesse de la population. Il s'agira de faciliter leur engagement citoyen, au-delà de la sphère associative déjà relativement développée, à celles de la vie des partis politiques et des institutions, de manière générale et plus spécifiquement en lien avec les politiques qui les concernent, pour y amener le regard critique et l'indépendance de la jeunesse, et contribuer ainsi à une certaine réconciliation entre l'Etat et la jeunesse.

Parallèlement, en lien avec le 1^{er} objectif spécifique, lié à l'emploi et portant notamment sur l'environnement des affaires, et de ce point de vue touchant aux enjeux des réformes de la **gouvernance publique et de lutte contre la corruption**, cette action contribuera à une gouvernance publique davantage conforme aux valeurs démocratiques, notamment dans le cadre du dialogue sur la matrice commune, associés aux parts fixes des tranches d'appui budgétaire.

De même, si l'on considère la décentralisation, le rôle accru donné aux collectivités territoriales, comme un élément d'approfondissement de la démocratie, de rapprochement des pouvoirs publics et des citoyens, cette action y contribuera dans la mesure où le principe d'une plus forte territorialisation traversera ce programme sur l'ensemble des politiques qu'il soutiendra pour la jeunesse, l'emploi, la formation ou en lien avec les questions de migration. Enfin, dans la mise en œuvre des politiques touchant à la jeunesse, et plus précisément le « Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes », une attention centrale sera accordée à la nécessaire **transparence et reddition des comptes** sur la mise en œuvre de ce programme, y inclus par des mécanismes impliquant la jeunesse elle-même.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Cette action peut avoir une incidence sur ces enjeux. Les émeutes de mars 2021 ont démontré qu'une partie de la population, et notamment les jeunes, étaient "à bout" et prêts à manifester violemment leurs inquiétudes, secouant l'image de stabilité et de paix sociale du Sénégal. Cette Action, qui est en partie une réponse à ces inquiétudes, devrait permettre aux jeunes de ressentir une plus forte considération de la part des pouvoirs publics, faciliter leur plus grande implication dans la vie publique et leur intégration socio-économique, contribuant ainsi à atténuer la survenue de ce types d'épisodes et renforçant plus largement la résilience de la jeunesse.

Réduction des risques de catastrophes

NA

Autres considérations, le cas échéant

NA

3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Politique	Risque 1 Risque sur la nécessaire reddition des comptes publique sur l'AB précédent en lien avec la réponse à la crise Covid (mise à disposition du public du rapport du comité de suivi) et poursuite du dialogue sur base de la matrice conjointe (conditionnant les parts fixes des tranches d'AB).	Faible	Elevé	Rapport déjà transmis aux partenaires et annonce faite de sa communication publique. « Pression » maintenue par l'UE et autres partenaires pour la relance de ce dialogue.
	Risque 2 Faiblesse du leadership politique dans le soutien et le suivi de l'AB.	Moyen	Elevé	Tenue de dialogues politiques réguliers avec le Gouvernement (niveau Ministres/ Ambassadeur), dans la poursuite de la dynamique initiée en 2020, conjoint avec autres partenaires et bilatérale (seulement UE).
	Risque 3 : Risques liés à la sensibilité politique de certains sujets abordés par le programme, tels que ceux liés aux questions de gouvernance/lutte contre la corruption, déscolarisation, condition des filles, genre, maîtrise démographique, et enjeux migratoires	Moyen	Moyen	Ouverture et disposition du Gouvernement à aborder ces questions, traitées par différentes stratégies nationales. Approches mesurées de l'UE sur ces questions. Dialogue politique et technique régulier pour progresser dans ces domaines.
	Risque 4 : Risque de grave instabilité macroéconomique liés à l'aggravation de la crise et l'exacerbation des chocs, notamment extérieurs.	Bas	Elevé	Historique de politique macroéconomique prudente du Gouvernement et intense collaboration avec le FMI, à travers deux programmes en cours et pendant l'essentiel de la durée du programme.
Opérationnel et financier	Risque 5 : Difficultés de pilotage et de coordination entre les multiples acteurs institutionnels impliqués dans	Moyen	Moyen	Mise en place de cadres opérationnel et politique de pilotage du programme, se réunissant à échéances établies.

	les enjeux du programme. Insuffisante collaboration entre Ministères des Finances et Ministères ou agences sectoriels, dans la mise en œuvre des réformes et dans la mise à disposition des ressources d'appui budgétaire aux sectoriels, en contrepartie des réalisations attendues.			Conduite d'un dialogue régulier tripartite entre finances, sectoriels et DUE pour favoriser la collaboration.
	Risque 6 : Risque lié au recul ou faible avancement des réformes des finances publiques .	Moyen	Moyen	Volonté démontrée au cours des dernières années du Gouvernement dans ce domaine, intense dialogue politique sur ces questions et importance des assistances techniques, notamment de l'UE, et jumelages sur ces sujets.
	Risque 7 : Risque d'une insuffisante transparence et reddition des comptes des politiques soutenues.	Moyen	Moyen	La transparence /reddition des comptes fait déjà l'objet d'un intense dialogue avec le Gouvernement et constitue en soi un objectif du présent programme.
	Risque 8 : Risque sur la qualité des appuis institutionnels fournis.	Moyen	Moyen	L'instrument de jumelage, pour la garantie qu'il peut offrir en termes de qualité de l'expertise et de degré d'engagement politique, sera privilégié.

Enseignements tirés:

Les principales leçons tirées en matière d'appui budgétaire peuvent être résumées comme suit :

- Importance d'une matrice et d'un dialogue effectivement conjoints, sur les questions les plus stratégiques, sensibles et partagées par l'ensemble des principaux partenaires fournisseurs d'AB, source de réduction des coûts de transaction et d'un réel effet de levier additionnel en matière d'incidence du dialogue ;
- Capacité de l'UE, en raison notamment de son poids politique et de l'importance de ces financements sous la forme de dons, à effectivement initier et fédérer autour d'elle un dialogue conjoint, incluant la « Team Europe » et au-delà d'autres institutions bilatérales, comme le FMI et la Banque Mondiale ;
- Importance d'étroitement coordonner les dialogues aux niveaux technique et politique en assurant une communication ascendante et descendante régulière tout au long des phases de programmation et de mise en œuvre des appuis budgétaire ;
- Pertinence d'une action conjointe et étroitement coordonnée entre le dialogue politique et les appuis techniques, en particulier sous forme de jumelages, garantissant la qualité de l'expertise et l'engagement des parties ;
- Importance de mener le dialogue politique en lien étroit avec la société civile, en particulier dans ce cas, visant à soutenir la jeunesse, et à appuyer directement les organisations de la société civile avec l'enveloppe d'accompagnement parallèlement à la coopération avec l'Etat ;
- Importance d'avoir un dialogue/coopération direct parallèlement à celui avec le Gouvernement, avec le pouvoir législatif (Assemblée nationale), des institutions consultatives, tels que le Conseil économique et social, et les institutions de contrôle externes nationales, telle que la Cour des comptes, aux intérêts souvent convergents avec les nôtres lorsque l'indépendance de cette dernière semble réelle, et dont notre appui/dialogue contribue à accroître la position politique.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention du présent programme repose sur une série de liens de causalité allant des produits directs, aux produits induits, objectifs spécifiques/résultats et enfin objectif global/impact.

Ainsi, l'objectif général ou impact global du programme, consiste à **améliorer la condition de la jeunesse de manière générale**. Compte tenu du caractère très transversal et multidimensionnel de cette condition, il est proposé, pour y répondre de manière globale, de la structurer en différents aspects : économique/emploi, politique, social (autres enjeux hors du champ purement économique), et enjeux migratoires.

Ainsi, s'agissant du **1^{er} objectif spécifique lié à l'insertion économique des jeunes**, il sera poursuivi en influençant une série de facteurs ou produits induits ayant une incidence sur cette question, à travers une série de produits directs, tels que :

- Amélioration des compétences de base de la jeunesse. A la source des difficultés d'insertion socio-économique d'une partie importante de la jeunesse, la plus vulnérable, se trouvent des lacunes fondamentales d'alphabétisation ou de calcul, conséquentes de l'absence de scolarisation ou à la déscolarisation. Par des produits directs liés au dialogue politique et aux appuis institutionnels, il sera notamment soutenu des dispositifs, de type « école de la deuxième chance » pour donner l'opportunité à cette jeunesse, la plus marginalisée, de disposer d'un socle de compétences de base pouvant rendre possible cette intégration.
- Accroissement de l'offre, de la qualité et de l'adéquation de la formation de la jeunesse en rapport au marché du travail pour améliorer leur employabilité (en milieu urbain, comme rural, en lien notamment avec l'agriculture durable, l'agroécologie, l'économie verte/circulaire et l'efficacité énergétique, en cohérence avec l'action « Agropoles »), en considérant notamment la dimension territoriale. Ce produit induit vise à favoriser l'insertion en agissant du côté de l'offre de travail (capital humain, employabilité), en soutenant des mesures et des appuis (produits directs) visant à la fois à mieux orienter l'offre de formation, en lien notamment avec les besoins du secteur privé (et notamment sur les potentialités des chaînes de valeur agricoles, de l'agroécologie et de l'économie verte) et les territoires, et à mieux garantir sa qualité, tout en renforçant son accès. De plus, la formation professionnelle peut avoir une incidence importante, sur d'autres dimensions du travail, tel que la promotion de l'emploi décent, le dialogue social et les normes sur les conditions de travail.
- Parallèlement à l'action sur l'offre de travail, il sera agi sur la demande de travail (création d'emploi), qu'il s'agisse d'emploi salarié, par une amélioration de l'environnement des affaires et la formalisation de l'économie (pour générer des emplois décents, en même temps que le développement du système de protection sociale et du dialogue social), en particulier à travers des réformes de la gouvernance publique/lutte contre la corruption, comme de l'entrepreneuriat, en favorisant notamment une meilleure coordination/intégration des dispositifs d'appui, un plus grand accès et une reddition des comptes/transparence plus forte de leur action. Ceci concernera aussi bien l'emploi en milieu urbain, que rural, en synergie avec action « Agropoles ».

Concernant le **2^{ème} objectif spécifique de participation de la jeunesse à la vie publique**, il sera poursuivi par une conjugaison de différents produits induits, relevant à la fois de l'enregistrement à l'état civil, du développement des valeurs citoyennes au sein de la jeunesse, de l'accroissement effectif de leur présence dans les instances de décision et de représentation publiques, et de leur implication dans la conception, suivi et mise en œuvre des politiques les concernant. Par des mesures de dialogue politique et des appuis aux institutions publiques, comme aux organes de la société civile et aux collectivités territoriales, il sera recherché un rapprochement effectif entre jeunesse et instances politiques, pour recréer de la confiance, améliorer la représentativité et faire bénéficier à la vie politique du regard critique et de l'indépendance de la jeunesse.

Dans le cadre du **3^{ème} objectif spécifique visant à répondre aux autres besoins et aspirations de la jeunesse, en particulier des filles**, dépassant la sphère purement économique, il s'agira d'y répondre en soutenant (mesures AB et/ou AT) notamment le programme d'urgence sur son volet d'accès des jeunes aux autres besoins, liés au divertissement, au sport et la culture, que prévoit entre autres la mise en place des nouvelles maisons de la jeunesse et de la citoyenneté, consacrant une partie de leurs infrastructures à ces besoins. De plus, les problèmes auxquelles font face les jeunes filles, liées aux grossesses et aux mariages précoces, à la santé reproductive et sexuelle, seront concernés par des mesures d'ordre politique dans l'AB, comme par des appuis aux institutions concernées et à la société civile.

Enfin, afin d'appuyer une **meilleure gouvernance des migrations (4^{ème} objectif spécifique)**, l'action agira, via essentiellement le dialogue politique en lien avec les mesures d'AB, sur une combinaison de produits induits liés, à la fois, à la réintégration des migrants de retour, à une intégration socio-économique comme un frein à la migration irrégulière (en lien étroit avec le 1^{er} objectif spécifique sur l'intégration socio-économique/emploi des jeunes), à la nécessaire territorialisation de la politique migratoire et une meilleure valorisation et mobilisation de la diaspora au service du développement socio-économique du pays.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité d'appui budgétaire telle qu'elle ressort de la politique publique nationale bénéficiant d'un soutien (4 niveaux de résultats/indicateurs/valeurs de référence/ valeurs cibles /source de données - pas d'activités)

Caveat: les indicateurs utilisés dans le LFM se réfèrent à la logique d'intervention de l'appui budgétaire. Ils contribuent au suivi de la mise en œuvre du programme au regard de ses objectifs et évaluent ensuite sa contribution aux réalisations de la politique du pays. La liste d'indicateurs ci-dessous ne doit pas être comprise comme la liste d'indicateurs informant le décaissement des tranches variables et précisée dans la partie correspondante de la convention de financement signée avec le pays partenaire, bien que certains indicateurs puissent être utilisés à ces deux fins et seront marqués par conséquent.

Résultats	Chaîne des résultats	Indicateurs (au maximum 15)	Valeurs de référence (année)	Cibles à l'horizon de la fin du contrat d'appui budgétaire(année)	Sources des données
Impact indicatif de la politique	Contribuer à l'épanouissement économique, social et politique des jeunes au Sénégal	1. Taux d'emploi (population active occupée/population totale en âge de travailler) 2. Taux d'emploi des femmes 3. Taux d'emploi des 15-24 ans 4. Taux d'emploi des 25-34 ans	1. 44,5 % (2018) 2. 32,3 % (2018) 3. 21,2 % (2018) 4. 50,6 % (2018)	1. A établir 2. A déterminer 3. A déterminer 4. A déterminer	1. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) 2. ANSD 3. ANSD 4. ANSD
Effets attendus de la politique	1. L'insertion économique et l'employabilité des jeunes, notamment des jeunes filles/femmes, sont favorisées, en privilégiant une économie plus durable sur le plan environnemental 2. La participation de la jeunesse à la vie publique est accrue 3. Les autres défis et aspirations sociales de la jeunesse, en particulier des jeunes filles, sont répondus. 4. Une meilleure gouvernance des migrations et réintégration des migrants de retour est appuyée	1.1 : Population analphabète des jeunes 15-24 ans 1.2 : Taux d'emploi des 25-34 ans 1.3 : Part des jeunes de 15-24 ans qui ne sont ni dans le système éducatif ni dans l'emploi 1.4 : Part de la population en âge de travailler avec des études supérieures 1.5 : Nombre d'emplois verts ²⁰ créés annuellement 2.1 : Part de la population disposant d'un acte d'état civil 2.2 : Moyenne d'âge des députés 2.3 : Nombre de députés femmes de moins de 35 ans sur 165 3.1 : Part de femmes âgées de 20 à 24 mariées avant l'âge de 18 ans 4.1 : Nombre de migrants de retour appuyés dans leur réintégration	1.1 : 0,922 million ou 30,43 % (2017) 1.2 : 50,6 % (2018) 1.3 : 40,6 % (2017) 1.4 : 4,8 %, 0,8 % pour les femmes (2018) 1.5 : A déterminer 2.1 : 79,7 % (2013) 2.2 : 54 ans (2017) 2.3 : 4 (2017) 3.1 : 29 % (2018) 4.1 : 3 419 (2020)	1.1 A déterminer 1.2 A déterminer 1.3 A déterminer 1.4 A déterminer 1.5 A déterminer 2.1 A déterminer 2.2 A déterminer 2.3 A déterminer 3.1 A déterminer 4.1 A déterminer	1.1 ANSD 1.2 ANSD 1.3 ANSD 1.4 ANSD 1.5 Ministère de l'Environnement du Sénégal et ANSD 2.1 ANSD 2.2 ANSD 2.3 ANSD 3.1 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) 4.1 Organistaion Internationale des Migrations (OIM)

²⁰ Définition : « Toute activité humaine décente, individuelle ou collective, qui procure des revenus, préserve l'environnement et assure une utilisation rationnelle des ressources naturelles » (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable du Sénégal – Stratégie nationale de promotion des emplois verte au Sénégal – SNPEV, 2015).

Produits induits	OS 1 : 1.1 Les compétences de base de la jeunesse sont améliorées;	1.1.1 : Nombre moyen d'années de scolarisation 1.1.2 : Part de la population en âge de travailler avec aucun niveau scolaire 1.1.3 : Population analphabète des jeunes 15-24 ans 1.1.4 : Part de la population analphabète qui sont des femmes	1.1.1 : 2,83 années (2017) 1.1.2 : 57,7 % (2018) 1.1.3 : 0,922 million ou 30,43 % (2017) 1.1.4 : 59,9 % (2017)	1.1.1 A déterminer 1.1.2 A déterminer 1.1.3 A déterminer 1.1.4 A déterminer	1.1.1 UNESCO 1.1.2 UNESCO 1.1.3 UNESCO 1.1.4 UNESCO
	1.2 L'offre, la qualité et l'adéquation de la formation de la jeunesse en rapport au marché du travail sont accrues, en considérant notamment la dimension territoriale ;	1.2.1 : Taux de participation des jeunes et des adultes à l'enseignement et la formation formels et non formels au cours des 12 mois précédents, par sexe 1.2.2 : Taux d'accroissement des effectifs des apprenants de la formation professionnelle et technique (FPT), et dans la mesure de la disponibilité de cette donnée, spécifiquement pour les emplois dits « verts »	1.2.1 : 5,6 % (2015) 1.2.2 : 1,02 % (2019)	1.2.1 A déterminer 1.2.2 A déterminer	1.2.1 UNESCO 1.2.2 Min. de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion (MEFPAI)
	1.3 L'environnement des affaires est amélioré;	1.3.1 : Rang du Sénégal dans la classement « Doing Business » 1.3.2 : Rang dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International	1.3.1 : 123 ^{ème} sur 190 (2020) 1.3.2 : 67 ^{ème} sur 180	1.3.1 A déterminer 1.3.2 A déterminer	1.3.1 BM 1.3.2 TI
	1.4 L'entrepreneuriat est davantage développé ;	1.4.1 : Part des entreprises détenues par des femmes 1.4.2 : Pourcentage de la population des 18-64 ans qui sont soit des entrepreneurs naissants soit des entrepreneurs propriétaire-manager d'une nouvelle entreprise	1.4.1 : 22,9 % (2014) 1.4.2 : 38,55 % (2015)	1.4.1 A déterminer 1.4.2 A déterminer	1.4.1 BM 1.4.2 Global Entrepreneurship Monitor
	1.5 L'économie se formalise davantage	1.5.1 : Part des unités économiques non agricoles qui sont dans le secteur informel 1.5.2 : Part de l'emploi dans le secteur informel	1.5.1 : 97 % (2016) 1.5.2 : 90 % (2016)	1.5.1 A déterminer 1.5.2 A déterminer	1.5.1 Registre Général des Entreprises (RGE), ANSD 1.5.2 ANSD
	OS 2 : 2.1 Les valeurs citoyennes et de respect de l'environnement au sein de la jeunesse son développées ;	2.1.1 : Nombre de maisons de la jeunesse et de la citoyenneté où ces valeurs seront promues 2.2.1 : Moyenne d'âge des députés	2.1.1 : 0 2.2.1 : 54 ans (2017) 2.2.2 : 4 (2017)	2.1.1 : 45 (tous les départements), fin 2023 2.2.1 A déterminer	2.1.1 Ministère de la Jeunesse 2.2.1 Presse 2.2.2 Presse

	2.2 La représentation de la jeunesse dans les instances politiques de représentation et/ou de décision est plus importante ;	2.2.2 : Nombre de députés femmes de moins de 35 ans sur 165		2.2.2 A déterminer	
	<p>2.3 Le rôle de la jeunesse dans les cadres de formulation, suivi et/ou mise en œuvre des politiques les concernant est accru;</p> <p>2.4 Le déficit d'enregistrement à l'état civil des jeunes est résorbé;</p> <p>OS 3 :</p> <p>3.1 L'accès au sport, à la culture et au divertissement pour la jeunesse est accru;</p> <p>3.2 La condition des filles est améliorée;</p> <p>3.3 La maîtrise de l'évolution démographique est améliorée;</p>	<p>2.3.1. Statut de la participation des OSC de jeunesse représentatives dans le suivi et la mise en œuvre du programme d'urgence jeunesse</p> <p>2.4.1 : Part de la population 25-34 ans disposant d'aucun acte d'état civil</p> <p>3.1.1 : Nombre de maisons de la jeunesse et de la citoyenneté où l'accès à la culture et au sport sera promu</p> <p>3.2.1 : Part des adolescentes de 15 à 19 ans qui ont commencé à avoir des enfants, et selon la richesse du ménage</p> <p>3.2.2 : Part des adolescentes de 15 à 19 ans ayant déjà été mariées qui ont subi des violences physiques, émotionnelles ou sexuelles de la part de leur mari/partenaire au cours des 12 mois précédant l'enquête</p> <p>3.2.3 : Part des filles et femmes de 15-49 ans ayant subi des mutilations génitales féminines</p> <p>3.3.1 : Indice de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme)</p> <p>3.3.2 : Part des femmes de 15 à 19 ans qui ont déjà eu une naissance vivante</p> <p>3.3.3 : Taux de croissance de la population</p>	<p>2.3.1 : le Conseil National de la jeunesse est prévu</p> <p>2.4.1 : 10,7 (2013)</p> <p>3.1.1 : 0</p> <p>3.2.1 : 17 % (2017), et 32 % pour les plus pauvres (2017)</p> <p>3.2.2 : 23 % (2018)</p> <p>3.2.3 : 24 % (2018)</p> <p>3.3.1 : 4,7 (2019), et 5,6 en milieu rural</p> <p>3.3.2 : 26,4 % (2019)</p> <p>3.3.3 : 3 % (estimation, 2020)</p>	<p>2.3.1 A déterminer</p> <p>2.4.1 A déterminer</p> <p>3.1.1 : 45 (tous les départements), fin 2023</p> <p>3.2.1 A déterminer</p> <p>3.2.2 A déterminer</p> <p>3.2.3 A déterminer</p> <p>3.3.1 A déterminer</p> <p>3.3.2 A déterminer</p> <p>3.3.3 A déterminer</p>	<p>2.3.1</p> <p>2.4.1 ANSD</p> <p>3.1.1 Ministère de la Jeunesse</p> <p>3.2.1 UNICEF</p> <p>3.2.2 UNICEF</p> <p>3.2.3 UNICEF</p> <p>3.3.1 ANSD</p> <p>3.3.2 ANSD</p> <p>3.3.3 ANSD</p>

	<p>OS 4 : 4.1 La réintégration des migrants de retour est améliorée;</p> <p>4.2 Le nombre de candidats à la migration irrégulière est réduit et des candidats sont préparés à mieux pouvoir répondre à des opportunités de migration circulaire;</p> <p>4.3 La dimension territoriale de la gouvernance migratoire est renforcée ;</p> <p>4.4 La contribution de la diaspora au développement économique, social et culturel du pays est accrue;</p> <p>4.5 La capacité de l'administration à traiter les demandes de réadmission dans les délais est améliorée.</p>	<p>4.1.1 : Nombre de migrants de retour appuyés dans leur réintégration</p> <p>4.2.1 : Nombre de candidats préparés à mieux pouvoir répondre à des opportunités de migration circulaire</p> <p>4.2.2 : Nombre de départs irréguliers de migrants, à partir du territoire sénégalais, ayant été empêchés ou évités grâce à l'action des autorités sénégalaises</p> <p>4.3.1 : Nombre de Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi fonctionnels</p> <p>4.4.1 : Mesure de l'investissement productif de la diaspora</p> <p>4.4.2 : Taux de retour de la diaspora ayant été formé à l'extérieur</p> <p>4.5.1 Nombre de demandes de réadmission traitées dans les délais.</p>	<p>4.1.1 : 3 419 (2020)</p> <p>4.2.1 : A déterminer</p> <p>4.2.2 : A déterminer</p> <p>4.3.1 : 3</p> <p>4.4.1 : A déterminer 4.4.2 : A déterminer</p> <p>4.5.1 A déterminer</p>	<p>4.1.1 A déterminer</p> <p>4.2.1 A déterminer</p> <p>4.2.2 : A déterminer</p> <p>4.3.1 : dans les 14 régions</p> <p>4.4.1 A déterminer 4.4.1 A déterminer</p> <p>4.5.1 A déterminer</p>	<p>4.1.1 OIM</p> <p>4.2.1 A déterminer</p> <p>4.2.2 Rapports annuels des autorités S N (CILEC, DPAE, DNLT)</p> <p>4.3.1 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE)/Direction Générale d'Appui aux Sénégalais de l'Extérieur (DGASE)</p> <p>4.4.1 A déterminer 4.4.2 A déterminer</p> <p>4.5.1 Rapports annuels MESE et DG HOME</p>
Produits direct	<p>1. Accroissement des ressources financières disponibles</p> <p>2. Dialogue politique et technique en faveur des réformes/politiques promues;</p>	<p>1.1 1 Montant (en €) de de décaissement annuel de l'appui budgétaire</p> <p>2.1 Nombre annuel de réunions techniques</p> <p>2.2 Nombre annuel de réunions politiques (Ministres/Ambassadeur)</p>	<p>1.1 : 0</p> <p>2.1 : 8 2.2 : 2</p> <p>3.1 : 0</p>	<p>1.1 A déterminer</p> <p>2.1 Annuellement : 12 2.2 Annuellement : 4</p>	<p>1.1 DUE</p> <p>2.1 Compte-rendus des réunions rédigés par la DUE</p> <p>2.2 Compte-rendus des</p>

	3.Des évaluations des performances des politiques en faveur de la jeunesse et de la gouvernance migratoire sont disponibles	3.1 Nombre des évaluations des performances des stratégies sectorielles		3.1 A déterminer	réunions rédigés par la DUE 3.1 A Déterminer
	4. Les capacités institutionnels et de la société civile en faveur des enjeux de la jeunesse sont améliorées	4.1 Montant total engagé de l'enveloppe d'appui complémentaire 4.2 : Nombre de jours d'expertise fournis	4.1 : 0 4.2 : 0	4.1 A déterminer 4.2 A déterminer	4.1 DUE 4.2 DUE

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Gouvernement du Sénégal.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

4.3.1 Justification des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué pour l'appui budgétaire est de 60 000 000 EUR et celui alloué à l'appui complémentaire est de 10 000 000 EUR. Ce montant repose sur les explications suivantes :

Concernant l'**appui budgétaire**, le montant correspond à près de 1 % du budget annuel de l'Etat sénégalais (dépenses dans Loi de Finances 2021), qui représente de l'ordre de 6 000 000 000 EUR, ou près de 4 000 000 000 000 de francs CFA (à titre de comparaison/ordre de grandeur, le budget de l'Etat français est de 514 000 000 000 EUR)²¹, et donc de l'ordre de 0,3 % pour chaque tranche annuelle de financement (20 000 000 EUR en moyenne).

Cependant, si l'on exclut les dépenses récurrentes (notamment, personnel et remboursement de la dette), qui représentent au moins 65 % des dépenses totales du budget, le programme équivaut à près de 5 % de ces dépenses non récurrentes. Les tranches annuelles de financement représentent donc plus de 1,5 % de ces dépenses, et compte tenu qu'une part de ces dépenses non récurrentes sont systématiques, les tranches annuelles de financement représentent un pourcentage encore plus important des dépenses totalement discrétionnaires.

Si l'on considère l'une des principales stratégies du Gouvernement que cette action soutient, à savoir le « Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes », doté d'un budget de 450 000 000 000 de francs CFA (ou 680 000 000 EUR) pour les trois années 2021 à 2023, dont une part seulement sont des dépenses effectivement nouvelles, estimés à la moitié, l'action représenterait de l'ordre de 20 % des dépenses effectivement nouvelles de ce programme.

Egalement, s'agissant de dons, il constitue une opportunité de financement public particulièrement appréciable pour le Gouvernement.

De plus, le déboursement des parts fixes des tranches annuelles de financement dépendra de l'avancement de la matrice conjointe avec les principaux partenaires d'appui budgétaire du Sénégal. Tout ceci devrait générer un effet de levier suffisant pour soutenir le dialogue politique.

Concernant le montant conséquent dédié à l'**enveloppe d'accompagnement** de 10 000 000 EUR, soit près de 15 % du budget total du programme, il se base sur l'objectif de conjuguer le dialogue politique en lien avec l'AB, sur des réformes stratégiques, aux évolutions effectives sur le plan institutionnel (en privilégiant notamment l'instrument de jumelage) afin de maximiser l'impact de ce programme.

²¹ Crédits ouverts au Budget général par la loi de finances 2021.

4.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Conditions.

Les conditions générales applicables au décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du « Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes » et de la matrice commune des principaux partenaires d'appui budgétaire du Sénégal, et maintien de la crédibilité et de la pertinence de celle-ci ou de la politique ultérieure.
- Maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres.
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales, et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme.
- Progrès satisfaisants concernant la mise à disposition du public d'informations budgétaires fiables, exactes et exhaustives.

b) Les indicateurs de performance pour les décaissements susceptibles d'être utilisés pour les tranches variables peuvent se concentrer sur les priorités politiques suivantes: conformément à l'objectif général et spécifique du programme, les politiques en faveur de la jeunesse (en particulier, les filles), de la formation, de l'emploi (y inclus protection sociale), de l'entrepreneuriat, du développement du secteur privé (y inclus environnement des affaires et réformes de la gouvernance publique/économique), et en lien avec les questions migratoires.

c) Modifications

Les indicateurs de performance et les objectifs retenus pour le décaissement des tranches variables s'appliqueront pendant toute la durée de l'action. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, le pays partenaire et la Commission peuvent convenir la modification des indicateurs ou la révision à la hausse ou à la baisse des cibles. Ces modifications doivent être autorisées par écrit *ex ante*, au plus tard au début de la période de référence applicable aux indicateurs et aux valeurs cibles.

Dans des cas exceptionnels et/ou dûment justifiés, par exemple lorsqu'il y a des événements imprévus, des chocs externes ou des circonstances changeantes qui rendent l'indicateur ou la valeur cible non pertinent et ne pouvaient être anticipés, un indicateur de tranche variable peut être abandonné. Dans ce cas, le montant correspondant pourrait soit être réaffecté aux autres indicateurs de la tranche variable dans la même année, soit être transféré à la tranche variable de l'année suivante (conformément à la pondération initiale des indicateurs). Il peut également être convenu de réévaluer, au cours de l'exercice suivant, un indicateur par rapport à la cible initiale, si une tendance positive a été observée et si les autorités n'ont pas atteint la cible fixée en raison de facteurs indépendants de leur volonté. L'utilisation de cette disposition est demandée par le pays partenaire et approuvée par écrit par la Commission.

d) Valeurs fondamentales

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

4.3.3 Détails de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Il est envisagé que la part fixe des tranches annuelles ne dépassera pas 30 % de la tranche totale annuelle.

4.4 Modalités de mise en oeuvre applicable à l'appui complémentaire à l'appui budgétaire

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE²².

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions: (Gestion directe).

a) Objet de la(des) subvention(s)

Les subventions seront relatives aux Résultats 1, 2, 3 et 4 de l'objectif spécifique de l'Action. Elles seront accordées sur base d'appels à propositions. Des jumelages sont également prévus.

b) Type de demandeurs visés

Les types de demandeurs visés seront, à titre indicatif, des organismes publics, des organisations internationales, des ONG et des opérateurs économiques tels que les PME. Cette liste n'est pas exhaustive. Les autres caractéristiques essentielles des demandeurs potentiels, ainsi que les critères de sélection, devront être précisées dans les lignes directrices à l'intention des candidats à l'appel à propositions. Pour les subventions de jumelage, les demandeurs doivent être des administrations d'États membres de l'UE ou des organismes mandatés par celles-ci.

4.4.2 Gestion directe (passation de marchés)

Les appels d'offre en gestion directe pourront concerner les quatre objectifs spécifiques de l'action à savoir ceux-ci-dessous, et plus particulièrement l'objectif 1:

1. Favoriser l'insertion économique et l'employabilité des jeunes, notamment des jeunes filles/femmes, en privilégiant une économie plus durable sur le plan environnemental ;
2. Accroître la participation de la jeunesse à la vie publique ;
3. Répondre aux autres défis et aspirations sociales de la jeunesse, en particulier des jeunes filles et femmes ;
4. Appuyer une meilleure gouvernance des migrations et réintégration des migrants de retour.

4.4.3 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre/une organisation internationale

Une partie de cette action contribuant aux objectifs 1. Favoriser l'insertion économique et l'employabilité des jeunes, 2. Accroître la participation de la jeunesse à la vie publique, 3. Répondre aux autres défis et aspirations sociales de la jeunesse et 4. Appuyer une meilleure gouvernance des migrations et réintégration des migrants de retour, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants: nature de l'action, capacité opérationnelle, valeur ajoutée, transparence, absence de conflit d'intérêts. La mise en œuvre par cette entité implique des actions pouvant contribuer à chacun des quatre objectifs spécifiques de l'action.

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui répond aux critères du Règlement financier – article 154.

4.4.4 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action, contribuant aux objectifs 1. Favoriser l'insertion économique et l'employabilité des jeunes, 2. Accroître la participation de la jeunesse à la vie publique, 3. Répondre aux autres défis et aspirations sociales de la jeunesse et 4. Appuyer une meilleure gouvernance des migrations et réintégration des migrants de retour, peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Gouvernement du Sénégal conformément aux modalités suivantes:

²² www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

Le pays partenaire agira en tant que pouvoir adjudicateur/administration contractante dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procédera à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire applique les règles de la Commission en matière de passation de marchés et d'octroi de subventions. Ces règles seront fixées dans la convention de financement qui sera conclue avec le pays partenaire.

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte par le pays partenaire qui répond aux critères du Règlement financier – article 158.

a) Vue d'ensemble de la mise en œuvre

Activité/objectif/produit, y compris le lieu	Type de financement (marchés de travaux, de fournitures ou de services, subvention, devis-programme)
Pouvant concerner ensemble des quatre objectifs spécifiques de l'action.	Contrats de travaux, fournitures ou services et subventions.

4.4.5 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans le cas où la gestion indirecte avec le pays partenaire mentionnée au 4.4.4. ne peut être partiellement ou totalement mise en œuvre pour des raisons indépendantes du contrôle de la Commission, l'alternative sera de mettre en œuvre ces actions en gestion directe en ligne avec les sections 4.4.1. et/ou 4.4.3.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Appui budgétaire — cf. section 4.3	60 000 000
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	5 000 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.2	1 500 000
Gestion indirecte avec une l'agence de l'UE ou de l'organisation internationale > — cf. section 4.4.3	1 000 000
Gestion indirecte avec le Gouvernement du Sénégal — cf. section 4.4.4	1 500 000
Evaluation – cf. section 5.2	200 000
Audit – cf. section 5.3	150 000
Provision pour dépenses imprévues	650 000
Totaux	70 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le présent programme supposera la mise en place d'un comité de pilotage regroupant les principales administrations concernées, et pouvant inclure de manière permanente ou ad-hoc des organisations de la société civile impliquées dans ces enjeux, en particulier celles liés à la jeunesse.

Des réunions de dialogue technique avec les administrations sectorielles concernées et les Ministères des Finances et de l'Economie auront lieu sur une base mensuelle ou bi-mensuelle. Des réunions de dialogue politique, au niveau Ministre/Ambassadeur, auront lieu sur une base trimestrielle ou quadrimestrielle, bilatérales UE-Gouvernement du Sénégal, et dans le cadre de la matrice conjointe liée au déboursement des tranche fixes, avec les autres principaux partenaires en matière d'AB au Sénégal (en particulier, Allemagne, France FMI, BM, BAD et Canada).

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

La mise en œuvre des différentes politiques, en premier lieu desquelles, le Plan Sénégal Emergent (PSE), et ses plans d'action prioritaires successifs, comme les principales politiques sectorielles, font l'objet de revues

annuelles, auxquelles participent les partenaires. Egalement, le programme d'urgence pour l'emploi des jeunes devrait faire l'objet d'un suivi régulier, dans lequel, avec le soutien politique de la présente action, des organisations de la jeunesse devraient être représentées.

En outre, au-delà du dialogue régulier avec le Gouvernement, des missions de suivi seront conduites deux fois par an, pour faire l'état des mesures/indicateurs d'appui budgétaire, avec l'appui éventuel d'une mission d'expertise externe.

Enfin, l'ANSD constitue une source fiable et indépendante de données sur les enjeux couvertes par le programme. Il pourrait être envisagé que le programme finance également des études spécifiques et des enquêtes pour collecter des données additionnelles sur certains indicateurs spécifiques (notamment du cadre logique) ou l'opinion de la jeunesse, afin de mieux comprendre certaines questions. Ces études/enquêtes pourraient être conduites en début et/ou tout au long du programme en collaboration avec l'ANSD (ou tout autre acteur public disposant de la capacité d'analyse) ou d'acteur privé ou de la société civile.

Les systèmes statistiques et de suivi ainsi que la qualité des données officielles dans le domaine d'action couvert ont été évalués. Cette évaluation a été prise en compte dans la conception de l'action de la manière suivante: appuis éventuels au système de suivi dans les secteurs concernés par le programme.

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission. Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment du caractère très transversal et multisectoriel de la présente action.

L'évaluation de cette action peut être réalisée individuellement ou au moyen d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire menées avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire et les parties prenantes concernées.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

An Intervention (also generally called project/programme) is the operational entity associated to a coherent set of activities and results structured in a logical framework aiming at delivering development change or progress. Interventions are the most effective (hence optimal) entities for the operational follow-up by the Commission of its external development operations. As such, Interventions constitute the base unit for managing operational implementations, assessing performance, monitoring, evaluation, internal and external communication, reporting and aggregation.

Primary Interventions are those contracts or groups of contracts bearing reportable results and respecting the following business rule: 'a given contract can only contribute to one primary intervention and not more than one'. An individual contract that does not produce direct reportable results and cannot be logically grouped with other result reportable contracts is considered a 'support entities'. The addition of all primary interventions and support entities is equivalent to the full development portfolio of the Institution.

The present Action identifies as:

Action level		
<input type="checkbox"/>	Single action	Present action: all contracts in the present action
Group of actions level		
<input type="checkbox"/>	Group of actions	Actions reference (CRIS#/OPSYS#): <Present action> <Other action>
Contract level		
<input checked="" type="checkbox"/>	Single Contract 1	Contrat d'appui budgétaire
<input type="checkbox"/>	Single Contract 2	
<input checked="" type="checkbox"/>	Group of contracts 1	Ensemble de différents contrats constituant l'enveloppe d'accompagnement, tels que : <ul style="list-style-type: none"> - Contrats de subvention, dont des jumelages ; - Contrats de services en gestion centralisée et décentralisée, de type assistance techniques/approches projets ; - Contrat d'évaluation.